



**HAL**  
open science

# Couvrir l'organisation de l'État islamique en Irak et en Syrie : entre continuités et ruptures dans le traitement journalistique d'un terrain de conflit

Emma Larbi

## ► To cite this version:

Emma Larbi. Couvrir l'organisation de l'État islamique en Irak et en Syrie : entre continuités et ruptures dans le traitement journalistique d'un terrain de conflit. Sciences de l'information et de la communication. 2023. dumas-04343144

**HAL Id: dumas-04343144**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04343144>**

Submitted on 13 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

## Mémoire de Master 1

Mention : Information et communication

Spécialité : Journalisme

# Couvrir l'organisation de l'État islamique en Irak et en Syrie

Entre continuités et ruptures dans le traitement  
journalistique d'un terrain de conflit

Responsable de la mention information et communication  
Professeur Pascal Froissart

Tuteur universitaire : Lisa Bolz

Nom, prénom : LARBI Emma

Promotion : 2022-2023

Soutenu le : 07/06/2023

Mention du mémoire : Très bien



## REMERCIEMENTS

Je remercie le *CELSA* et l'équipe pédagogique pour m'avoir intégré au sein du cursus du Master de Journalisme.

Je souhaite remercier ma tutrice universitaire, Madame Lisa Bolz, pour le suivi de ce travail de recherche, sa disponibilité, son enthousiasme quant au sujet, ses encouragements ainsi que ses conseils méthodologiques et bibliographiques.

Je voudrais remercier mon rapporteur professionnel et professeur, Monsieur Arnaud Le Gal, pour avoir suivi avec enthousiasme la réalisation de ce travail.

Bien sûr, je remercie vivement les journalistes Samuel Forey, Wassim Nasr, Luc Mathieu et Stéphane Malterre pour leurs disponibilités, leurs analyses, leurs expertises et leurs retours sur leurs expériences professionnelles. De plus, je remercie mon ancien professeur, Farid El Asri, islamologue et anthropologue, pour m'avoir accordé du temps afin d'approfondir de nombreux points de compréhensions sur l'Etat islamique essentiels quant à la réalisation de ce sujet de recherche.

Je remercie la promotion 2022-2024 du *CELSA*, pour sa solidarité, son esprit d'équipe et sa bienveillance les uns envers les autres.

Je remercie mes proches pour m'avoir accordé du temps afin de discuter, débattre et approfondir cette recherche. Enfin, je remercie mes parents pour leur soutien tant économique que personnel dans la réalisation de mes études.

## **RESUMÉ**

Ce mémoire vise à soulever les grands enjeux auxquels ont dû faire face journalistes et rédactions pour traiter avec rigueur des zones syriennes et irakiennes contrôlées par l'Etat islamique sur la période de 2014 à 2019, tout en faisant face aux multiples difficultés tant techniques que déontologiques. Techniquement d'abord, car le conflit se révèle un espace aux conditions sécuritaires proches de zéro, le rendant presque hermétique et mettant à mal les conditions de travail sur le terrain. Déontologiquement ensuite, car le sujet, qui peut être passionnel pour le grand public, est complexe, multiscale et multidimensionnel. Il mêle des acteurs et des enjeux allant du tribal, du local à l'international. Au-delà du religieux, il trouve ses racines dans des raisons politiques, sociales et géopolitiques. En bref, le conflit s'est révélé un condensé de difficultés. Les risques pris et les efforts fournis par la profession pour informer au mieux sur ce conflit illustrent de la vitalité et des capacités d'adaptation de la profession face à l'évolution des conflits. Cependant, celui-ci nous permet aussi de soulever les failles persistantes et les dysfonctionnements systémiques du milieu journalistique.

## Sommaire

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>3</b>
<b>RESUMÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>7</b>
<b>PARTIE 1. Un acteur hostile qui contraint et modifie les méthodologies et l'identité de la profession sur le terrain.....</b>	<b>13</b>
<b>1.1 Une insécurité inédite .....</b>	<b>13</b>
1.1.1 D'un risque sécuritaire aléatoire à une menace délibérée.....	13
1.1.2 La stratégie systémique des enlèvements par l'Etat islamique.....	15
<b>1.2 Une répercussion sur les acteurs en présence et leurs travaux.....</b>	<b>18</b>
1.2.1 Une évolution des difficultés rencontrées perceptible dans la plume.....	18
1.2.2 Les journalistes citoyens : des informateurs internes.....	20
<b>PARTIE 2 Initiatives et alternatives à la difficulté de la pratique journalistique sur le terrain.....</b>	<b>25</b>
<b>2.1 Un rapport aux sources civiles et armées partiel et complexe.....</b>	<b>25</b>
2.1.1 Un rapport à la population soumis aux enjeux temporel, géographique, contextuel	25
2.1.2 Les forces Kurdes : un accès privilégié mais contrôlé : les risques pour la lecture journalistique.....	30
<b>2.2 Un dialogue avec l'Etat Islamique sous contrainte.....</b>	<b>35</b>
2.2.1 L'Etat Islamique et le journalisme : une relation sur le terrain entre ambivalence, dépendance et rejet ?.....	35
2.2.2 Le reportage « Embedded » avec l'Etat Islamique : une pratique qui divise la profession.....	39
<b>PARTIE 3 Un contexte de pratique journalistique inédite : remise en question déontologique, différents dans la profession et exercice de transparence .....</b>	<b>44</b>
<b>3.1 Dilemme sur la médiatisation de la violence .....</b>	<b>44</b>
3.1.1 Photographier le « contexte » de la Syrie et de l'Irak : entre nouvelles difficultés et continuité iconographique.....	44
3.1.2 Chartes déontologiques, dignité humaine et devoir d'information : quel respect ? quelle réalité ?.....	49

<b>1.1 Des pratiques journalistiques qui se repensent.....</b>	<b>53</b>
3.2.1 Décrypter pour dépassionner .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.2.2 <i>Le djihadisme n'est pas le paradis des reporters</i> » : face aux difficultés, faire preuve de transparence.....	56
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>58</b>
<b>CORPUS .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>68</b>

## INTRODUCTION

Le 27 mars 2023, la junte au pouvoir au Burkina Faso interrompt les signaux de *France 24* sur son territoire national. En cause, lors d'une émission datant du 6 mars diffusée sur la chaîne française, le journaliste et spécialiste des mouvements djihadistes Wassim Nasr analysait, mettait en perspective et contredisait une série de 17 réponses écrites d'Abou Obeida Youssef Al-Annabi, chef d'AQMI<sup>1</sup>. Le pouvoir Burkinabé le justifie dans un communiqué, publié le jour même : « *France 24 ne fait pas seulement office d'agence de communication pour ces terroristes, pire il offre un espace de légitimation des actions terroristes* ». Quant à elle, *France 24* a dénoncé « *des propos outranciers et diffamatoires (...) qui tentent de décrédibiliser la chaîne, dont l'indépendance et la déontologie ne sont plus à démontrer* », une indignation soutenue par *Reporters Sans Frontières*<sup>2</sup>. Dans les jours suivants, les correspondantes des journaux *Le Monde* et *Libération*, Sophie Douce et Agnès Faivre, seront sommées de quitter le pays en 24 heures.

Cette actualité nous montre que la couverture médiatique des mouvements djihadistes est source - ou justificatif - de multiples désaccords et de réactions violentes envers les médias. Ils obligent, sans cesse, les rédactions à réaffirmer leur conduite déontologique et à rappeler la liberté d'information.

Dans l'histoire récente, c'est sans doute en Syrie et en Irak que les médias ont eu le plus de défis déontologiques et méthodologiques pour couvrir l'actualité d'une zone de conflits. Ainsi, il nous faut restituer le contexte. En mars 2011, la population syrienne entame une révolution pacifiste contre la dictature de Bachar Al Assad. Très vite, celle-ci est raflée par le dirigeant et la contestation s'enfonce dans le chaos. Dans cette situation complexe dans laquelle une société civile unie ne parvient pas à s'imposer et où les espoirs d'une aire post Assad se transforme insidieusement en guerre civile, s'affrontent les factions pro-démocratiques et révolutionnaires, les groupes nationalistes islamistes, les forces gouvernementales, des enjeux internes et extérieurs. C'est au sein de ce capharnaüm qu'arrivent sur le territoire des groupes affiliés à Al-Qaïda. Une situation complexe et paradoxalement opportuniste pour Damas, qui « *a intérêt à*

---

<sup>1</sup> Al Qaeda au Maghreb Islamique, organisation terroriste affiliée à Al-Qaïda

<sup>2</sup> Dans un Tweet datant du 27 mars 2023, RSF « *dénonce une grave atteinte à la liberté de la presse et au droit des Burkinabés à être pleinement informés* ».

donner corps à sa description du soulèvement comme étant dominé par des groupes djihadistes<sup>3</sup> », (Thépaut, 2020). Parmi eux, nous retrouvons depuis 2012, l'Etat islamique en Irak, nait en 2004 et nommé ainsi en 2006. Il s'est développé « parmi les zones sunnites du pays, refusant à la fois l'occupation américaine, la domination chiite et la marginalisation des sunnites<sup>4</sup> », (Dawod, 2016). Le 9 avril 2013, l'organisation accole le Sham – la Syrie – et devient l'Etat islamique en Irak et au Levant<sup>5</sup>. Le groupe prend de l'ampleur et domine les opposants, y compris Jhabat Al-Nusra<sup>6</sup>, pourtant aussi affilié à Al-Qaïda. Insidieusement, la menace sur ceux qui n'acceptent pas le groupe devient de plus en plus forte. Et le 29 juin 2014, l'Etat islamique en Irak et au Levant – aussi nommé de son acronyme arabe Ad-dawla al islamiyya, Daech – proclame l'établissement d'un califat sur les territoires sous son contrôle et nomme l'irakien Abou Bakr Al Bagdadi « calife » et « successeur » du Prophète Muhammad. À cheval sur la Syrie et l'Irak, il compte cette année-là 91 000 Km<sup>2</sup>, soit « l'équivalent du Portugal ou de la Hongrie<sup>7</sup> ». C'est le commencement d'un proto état salafiste sunnite qui se projette en société. Il est, selon le message que l'organisation souhaite passer, basé sur une lecture stricte de la Charia. En réalité, pour de nombreux spécialistes, l'argument théologique est davantage mis en avant qu'il soit considéré par l'organisation : selon Hasna Hussein, Daech « reprend et détourne des codes communs de l'islam sunnite<sup>8</sup> ». Farid El Asri, anthropologue, va plus loin et explique que « Daech n'est pas dans des considérations théologiques (...), dire que Daech est une expérience religieuse, c'est rentrer dans la propagande de Daech. Il y a une hyper consommation de drogues chez les combattants, de la prostitution légalisée<sup>9</sup>, un besoin de soigner leurs apparences (...) la vie quotidienne des combattants n'a rien des préceptes religieux ». En 2014, l'organisation aurait environ 10 000 membres en Syrie et 8 000 en Irak, selon le journaliste Christophe Ayad<sup>10</sup>. Il tiendra officiellement en Irak et en Syrie jusqu'en 2019. Dès 2015, et la perte de Kobané, l'organisation s'essouffle, en 2017 elle perd ses bastions irakiens et ses deux villes majeures : d'abord Mossoul, puis Raqqa, trois mois plus tard. En 2019, l'organisation perd ses derniers territoires officiels syriens.

Durant cette période, la communication a été au cœur de l'ADN et de la possibilité d'expansion de l'EI. « L'utilisation de la censure et de la propagande n'est pas l'apanage des guerres

---

3 Charles Thépaut, « Daech et la fin des « printemps » », *Le monde arabe en morceaux : Des printemps arabes au recul américain*, Paris, p.151, 2020.

4 Dawod, H., « Non, Daech n'est pas un État », *Revue Internationale et Stratégique*, p. 143, 2016.

6 Le Front Al-Nosra ou Jabhat-Al-Nosra est un groupe salafiste djihadiste affilié à Al Qaeda.

7 Sébastien Boussois et Hasna Hussein, *Libération*, « Daech, l'armée médiatique gagne du terrain », 9/04/2017.

8 Hasna Hussein, « Médias et terrorisme », *Cahier du journalisme*,

9 En référence, notamment, aux mariages forcés à répétition des femmes Yézidis.

10 Christophe Ayad, « Abou Bakr Al Bagdadi, le nouveau Ben Laden », *Le Monde*, 29/05/2014

modernes, loin s'en faut <sup>11</sup> », (Bizimana, 2006). Arnaud Mercier généralise ce constat et ajoute que « la propagande, le « bourrage de crâne » ou une persuasion plus insidieuse sont au menu de tous les conflits armés et les médias sont jugés nécessaires à toutes les phases du conflit <sup>12</sup> ». Cependant, dans le contexte de 2013-2014, « Daech se distingue (...) par des productions écrites, audios et vidéos particulièrement élaborées <sup>13</sup> » (Hecker, Tenenbaum, 2022). Une mise en exergue de la violence, que l'ensemble des audiences autour du globe ont sans doute déjà vu. Qu'on ne s'y trompe pas, si l'utilisation de propagande et une utilisation stratégique des faits guerriers est prédicatrice à l'EIII, la monstration de la violence n'est pas une continuité des pratiques d'Al-Qaïda. Les deux organisations connaissent un important différent, notamment sur l'interdit religieux.

Daech dispose d'un organigramme dont le détail est important, en effet, il permet de mieux comprendre son pouvoir. Divisé en différents pôles, il dispose d'un journal « sur papier glacé, emballés et formatés avec une grande habileté (...) axé sur les questions du monothéisme, de la recherche de la vérité, la migration vers ce nouveau pays, et la guerre sainte »<sup>14</sup>. Il est rédigé en outre en anglais, arabe et français, afin d'avoir une résonance internationale. *Dabiq*, fait référence à une vallée du nord de la Syrie, lieu d'une bataille entre musulmans et romains dans l'Islam. C'est aussi une source pétrolière importante. En tout, Daech dispose de six différents supports de propagande, en presse écrite, radiophonique, avec la station radio *Al Bayan* (« Enonciation ») « qui a commencé à émettre depuis Mossoul en Irak et qui possède plusieurs antennes à Raqqa <sup>15</sup> ». Il a aussi un support audiovisuel, le centre *Al Furqan*. Ce dispositif est piloté par l'agence *Aa'maq*, sorte de maison mère des différentes branches communicationnelles. Abdelasim El Difraoui, spécialiste du monde arabe contemporain et réalisateur de documentaire, notait que l'EIII fonctionne comme une agence de presse, avec « au moins quelques centaines <sup>16</sup> » de personnes, au niveau central « entre trente et quarante » personnes, ainsi que des « correspondants » locaux basés à Raqqa, Alep ou Mossoul.

---

<sup>11</sup> Aimé-Jules Bizimana, « Le Pentagone, les médias et la guerre en Irak », *Les cahiers du journalisme*, n°15, 2006.

<sup>12</sup> Arnaud Mercier, « Quelles place pour les médias en temps de guerre ? » *Revue internationale Croix Rouge*, n°87, 2005, p.235.

<sup>13</sup> Marc Hecker Elie Tenenbaum, *La guerre de vingt ans, Djihadisme et contreterrorisme au XXIème siècle*, Arrion, Robert Laffont, 2022. p.269

<sup>14</sup> Mohamed Anouar LAHOUIJ, « Daech : la propagande entre supports traditionnels et numériques », SFIC

<sup>15</sup> « Terrorisme et médias », *Les cahiers du journalisme*, 2020.

<sup>16</sup> François Quinton, Isabelle Didier, Philippe Raynaud, « On donne à Daesh une importance démesurée », *La revue des médias, INA*, 31/03/2016.

*Reporters Sans Frontières* le décrit comme un « empire de presse aussi tentaculaire que puissant »<sup>17</sup>.

« Ce n'est pas du tout une bande d'excités folkloriques, avec des HK, il y a aussi tous les déçus et les laissés pour compte du système de Saddam Hussein et d'ailleurs. C'est une forme d'alliances des damnés qui partagent un savoir-faire. »

Farid El Asri<sup>18</sup>

Cette communication est donc le fruit d'une stratégie réfléchie qui mobilise des symboliques théologiques, en moindre mesure que Al-Qaïda, qui réalise davantage des productions « dont l'imagerie plus passéiste, met moins l'accent sur la violence et accorde une large part à de longs discours de ses responsables »<sup>19</sup>. Mais aussi des influences cinématographiques/hollywoodienne ainsi que des méthodologies journalistiques. Là encore, cet intérêt cinématographique et iconographique qui n'est pas créé par Daech, « les régimes totalitaires ont été les premiers à comprendre les bienfaits qu'ils pouvaient tirer de l'image cinématographique pour assurer la promotion de leurs idéaux »<sup>20</sup>. Mais au-delà de la compréhension de cet intérêt, Daech se distingue en mettant en place un système professionnel et une logistique humaine importante. Une technique de communication professionnelle possible parce que la communication de l'organisation terroriste est gérée « par des enfants de leurs époques »<sup>21</sup>, explique Wassim Nasr, journaliste chez France 24, « des personnes vraiment compétentes (...), qui ont étudié dans des universités occidentales ou dans de très bonnes universités du Moyen-Orient et qui ont ensuite mis leurs compétences au service de l'EI ». Parmi eux, un nombre significatif sont aussi d'anciens journalistes ou au moins des personnes ayants des connaissances en vidéo. Quant aux cibles de ces informations, elles sont multiples. D'une part, les médias qui relayent certaines images de mises en scènes de violences extrêmes, mais aussi de futurs recrues. En effet la majorité des images de Daech ne dépeint pas des actes de violences mais l'image d'un territoire utopique, des récits de la vie quotidienne où la nourriture est à flot et la sécurité omniprésente, qui encourage à rejoindre l'EIIL. Des images loin de la réalité de la vie en Syrie et en Irak. Ce schéma organisationnel, les codes

---

<sup>17</sup> « Le Djihad contre les journalistes », *Reporters Sans Frontières*

<sup>18</sup> Farid El Azri, entretien réalisé au téléphone, 27/03/2023, voir annexe.

<sup>19</sup> Thomas Richard, « Images de violence et impératifs politiques. Représenter les djihadistes sur les écrans du monde arabe », *Le Temps des médias*, n°32, 2019, p.137.

<sup>20</sup> Arnaud Mercier, « Quelles place pour les médias en temps de guerre ? » *Revue internationale Croix Rouge*, n°87, 2005, p.238.

<sup>21</sup> Entretien de Wassim Nasr, par téléphone, 23/03/2023, voir annexe.

communicationnels ainsi que l'emprise qu'à Daech sur « ses » territoires et leur contrôle ne sont pas anecdotiques car ils bouleversent la pratique journalistique dans son ensemble. La couverture médiatique des zones de conflits est un exercice particulier<sup>22</sup> et les correspondants de guerre sont apparus « dès le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle<sup>23</sup> ». À la fois l'exercice le plus réputé et le plus décrié, le travail journaliste dans des zones de guerre nécessite, dans l'idéal, un accès au terrain, aux différents belligérants et aux populations. Ces vingt dernières années, nous observons une complexification « des situations géopolitiques dites de zones grises » et cette réalité avait déjà engendrée un « renouvellement des médias<sup>24</sup> » (Boulanger, 2014). La guerre en Irak a par exemple mis en avant d'importants dysfonctionnements. Si la couverture de l'Etat Islamique en Irak et en Syrie n'est pas le premier conflit à relever les difficultés vécues par les journalistes ou pour la profession, c'est un terrain nouveau, dans le sens que l'accès au territoire dont Daech a le pouvoir devient rapidement impossible. L'EI, devenu grand acteur dans ce conflit, a fermé les portes aux journalistes de ses territoires occupés et a voulu devenir tout bonnement non pénétrable. Il a transformé ce terrain en un espace de travail inédit. Comment, alors, produire un contenu objectif, visuel, informatif, sans pouvoir être pleinement sur le terrain dans ce contexte complexe, où l'information et la désinformation – pour tous les acteurs en présence – ont un puissant pouvoir d'influence et où l'avènement du numérique est omniprésent ? Les processus de productions de l'information sont-ils vraiment différents en comparaison à des zones de conflits antérieures ou à d'autres groupes opérants sur la même période ? En d'autres termes :

### **En quoi le travail journalistique sur l'Etat islamique en Irak et en Syrie entre 2014 et 2018 est à la fois représentatif du travail en zone de conflit et un terrain inédit ?**

La couverture médiatique de l'Etat Islamique au Moyen-Orient n'est pas univoque et nous ne généraliseront pas notre étude à l'ensemble des productions journalistiques. De même que sa couverture diffère en fonction des pays, nous concentrerons notre recherche sur le champ français, sans exclure de le comparer à des pratiques et des productions étrangères, notamment anglo-saxonnes. Nous nous concentrerons principalement sur les résultats écrits des conditions de travail des journalistes. C'est pourquoi dans cette étude, nous baserons notre analyse sur les principaux quotidiens et hebdomadaires français, avec une prédominance des articles du *Monde*

---

<sup>22</sup> Nous rappelons ici les territoires d'Irak et de Syrie sont occupés par l'Etat Islamique – dont les contours sont mouvants – et peuvent être considérés comme des zones de conflits dominées par le groupe plutôt qu'uniquement comme le « Califat de l'Etat islamique ». Cela reviendrait à légitimer la propagande communicationnelle de l'Etat Islamique alors qu'il s'agit en réalité de territoire disputé entre différents acteurs locaux et internationaux.

<sup>23</sup> Arnaud Mercier, *Guerre et médias : permanences et mutations*, Raisons Politiques, 2004, p.98

<sup>24</sup> Philippe Boulanger, « Médias et conflits armés », *Géopolitique des médias*, 2014, p.229.

et de *Libération*. De plus, notre analyse des conditions de travail des journalistes et de leurs productions passera aussi par le prisme d'entretiens réalisés auprès de Wassim Nasr (*France 24*), Samuel Forez (*Libération, Le Figaro, etc.*), Stéphane Malterre (documentariste), Luc Mathieu (*Libération*), mais aussi d'entretiens réalisés par des médias et des organisations non gouvernementales auprès de journalistes français et étrangers.

Un travail de recherche conséquent a été réalisé par Roxanne D'Arco<sup>25</sup> en 2014 sur le conflit syrien comme renouveau dans les méthodes de couverture du journalisme de guerre. Il nous paraît pertinent que l'expansion et la consolidation de l'Etat islamique en Syrie et en Irak a continué de bousculer les méthodologies de couverture d'un terrain de conflit. Au-delà de comparer aux conflits antérieurs, l'identité insurrectionnelle et djihadiste de l'EI nous entraîne aussi à une comparaison vis-à-vis de mouvements antérieurs, notamment Al-Qaïda, mais aussi de mouvances opérantes sur la même période, dans notre étude Boko Haram et Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI).

Les choix sémantiques peuvent être sujets à controverse, en illustre les évolutions des dénominations adoptées pour désigner l'organisation de l'Etat islamique. Dans cette étude, nous utiliserons principalement les termes « Daech », « Etat islamique » et « EI » pour indiquer l'organisation djihadiste. L'utilisation de ces termes ne vise pas à signifier que l'organisation représente un Etat officiel de l'ensemble de la communauté musulmane. Nous les utiliserons en tant que dénominatifs principalement utilisé dans nos références bibliographiques et journalistiques.

Nous verrons dans un premier temps les causes et les conséquences de l'insécurité sur le terrain, une fois l'énonciation de ces conditions posées, nous tenterons de voir quelles sont les relations journalistes-sources qui ont pu être mises en place et quelles limites ont existé. Enfin, nous verrons comment le conflit les rédactions ont couvert les sujets de « terrains », et comment le sujet a pu modifier les choix éditoriaux.

---

<sup>25</sup> Roxanne d'Arco, *Le conflit syrien, un renouveau des méthodes de couverture du journalisme de guerre*, Sciences de l'information et de la communication, 2014.

# **PARTIE 1. Un acteur hostile qui contraint et modifie les méthodologies et l'identité de la profession sur le terrain**

## **1.1 Une insécurité inédite**

### **1.1.1 D'un risque sécuritaire aléatoire à une menace délibérée**

*« Quand on est à Raqqa, on est sur une zone de guerre, pas dans une société de l'Etat Islamique. Toute initiative essayant de traduire une réalité va être considérée comme un ennemi (...), on va utiliser la diplomatie de la terreur pour accuser de tout et de rien tous ceux qui auraient une posture contraire à la propagande. »*

Farid El Asri.

*« Une des principales caractéristiques des conflits, c'est que la très grande majorité des journalistes agressés ou tués sont des journalistes locaux travaillant soit pour des médias locaux, soit pour le compte des médias étrangers<sup>26</sup> » (Bizimana, 2006), qui est « le plus souvent assimilé à l'une des parties au conflit et pris à partie à cet égard<sup>27</sup> ». Il s'agit là d'une constante dans la réalité professionnelle du métier qui n'a pas évolué avec l'EI. En 2014, « L'État Islamique en Irak et au Levant (ISIS), (...) a systématiquement pris pour cible les militants des médias dans les gouvernorats d'Alep et de Raqqa<sup>28</sup> », note le Centre de documentations des violences en Syrie. Avec plus de 71 kidnappings de journalistes – professionnels ou citoyens –, dont 33 dans la ville d'Alep<sup>29</sup>. En Irak, Pour donner suite à la prise de Mossoul en juin 2014, au moins 13 journalistes ont été tués<sup>30</sup>, d'après une enquête conjointe entre l'ONG irakienne *Journalistic Freedom Observatory* et *Reporter sans frontières*. Néanmoins, la mort des journalistes locaux « n'attire qu'une minute d'attention alors que celle d'un(e) correspondant(e) occidental(e) fera la une et déclenchera des torrents de commentaires attristés<sup>31</sup> » (Marthoz, 2018).*

---

<sup>26</sup> Aimé-Jules Bizimana, « Les risques des journalistes dans les conflits armés », *Communication*, 2006, p.9.

<sup>27</sup> Id.

<sup>28</sup> “*The Islamic State in Irak and Cham (ISIS), (...) has systematically targeted media activists in Aleppo and Raqqa governorates*” [traduction libre], Press Statement In the World Press Freedom Day, Mass Violations Committed against Journalists in Syria Violations Documentation Center in Syria, 3<sup>rd</sup> May 2014

<sup>29</sup> Documentation s'arrêtant à la date de la publication du Centre de documentations des violations en Syrie.

<sup>30</sup> Mosul journalists are dying amid resounding silence, *Journalist Freedom Observatory*

<sup>31</sup> Jean Paul Marthoz, *En Première Ligne : Le journalisme au cœur des conflits*, Mardaga, 2018

C'est pourquoi nous observons une évolution significative lorsque nous prenons le corps médiatique dans son ensemble en y intégrant les journalistes étrangers. Si l'augmentation du danger est selon Richard Sambrook (2006), une constante depuis les années 1990 avec une « *transformation des pratiques du reportage de guerre [qui] serait la conséquence directe de la transformation des conflits contemporains* ». En effet, la seconde guerre en Irak représentait déjà « *le conflit le plus meurtrier pour les journalistes depuis la Seconde Guerre mondiale. (...) Plus qu'en vingt ans de guerre au Viêt-Nam ou pendant la guerre civile en Algérie* <sup>32</sup> ». Pour être plus précis, « *deux journalistes sont morts lors du premier conflit mondial, 66 pendant le second, 17 durant la guerre de Corée et 58 pendant le conflit vietnamien* <sup>33</sup> ».

Cependant, les risques sécuritaires restaient assez mouvants : « *les attentats terroristes et les attaques de la guérilla civile irakienne constituaient la principale source de danger pour les reporters en 2004 (...), ils ont laissé la place à des agressions ciblées à compter de 2005. (...) La tendance commence à s'inverser en 2008/2009, avec de moins en moins de journalistes délibérément visés* ». Ce que l'on observe, c'est le caractère de plus en plus délibéré, la mort ne survient plus nécessairement d'un accident collatéral, entre 1992 et 2018, 844 des 1310 journalistes morts ont été assassinés, selon les chiffres du *Comittee to Protect Journalists*, avec en tête des pays l'Irak (186) et la Syrie (119). Puis, on observe alors un passage d'un danger déjà en croissance à un danger systématique : en Syrie et en Irak, le risque encourus par les journalistes est devenu constant dans les zones d'influence ou de contrôle de l'EI. En d'autres termes, la menace du « *hasard lié aux aléas de tout conflit, on est passé à une menace préméditée caractéristique du passage à l'acte contre le journaliste* <sup>34</sup> », (Bizimana, 2006). Selon Olivier Koch, « *progressivement, la mort dans l'exercice du métier n'est plus considérée comme un risque marginal, l'événement exceptionnel d'une condition professionnelle d'exception, mais comme une possibilité constante* <sup>35</sup> ».

De plus, là où l'Etat islamique se distingue, ce n'est pas uniquement en comparaison à d'autres conflits antérieurs. C'est aussi dans son rapport hostile aux journalistes, contrairement à d'autres groupes aux tendances islamo-nationalistes, qui « *sont des gens avec qui on peut discuter parce qu'ils veulent communiquer. Leurs agendas politiques ne sont pas en opposition avec l'Occident. J'étais avec des groupes salafistes frères musulmans. Ça pouvait être*

---

<sup>32</sup> « La seconde guerre en Irak, une hécatombe pour la presse », *Reporters Sans Frontières*, 2003.

<sup>33</sup> Antoine Char, « La montée des correspondantes de guerre », *Les Cahiers du journalisme*, n°5, 2020, p.22.

<sup>34</sup> Aimé-Jules Bizimana, « Les risques du journalisme dans les conflits armés », op.cit., 2006, p.6

<sup>35</sup> Olivier Koch, « Sécurité et journalisme de guerre. Le tournant prudentiel des industriels de l'information depuis les années 1990 », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre journalismo*, n°1, 2022, p.61.

*compliqué mais on pouvait discuter ensemble, ils avaient une ligne islamo nationaliste anti Bachar Al Assad*<sup>36</sup> », explique Stéphane Malterre.

Ainsi il est frappant de constater que ces territoires représentent – sur la période que nous étudions – des pays dans lesquels utiliser la même logistique humaine que dans la couverture d’autres conflits se relèvent exponentiellement plus dangereux. Les journalistes, indépendants, correspondants, locaux ou internationaux, sont désormais considérés comme une cible, en illustre le nombre d’assassinats. Néanmoins, il faut souligner que ce glissement est évolutif et croissant et qu’au-delà du risque d’être abattu, s’est développé en Irak et en Syrie, un important mécanisme de prises d’otages envers les journalistes, pas nécessairement pour des questions idéologiques.

### 1.1.2 La stratégie systémique des enlèvements par l’Etat Islamique

Nulle prise d’otage à des fins politiques ou financières n’est inventée par l’EIIL. Les prises d’otages sont menées partout sur terre et par tous types de belligérants, avec certaines fois des conséquences dramatiques comme la prise d’otages du théâtre de Moscou (2002). Lors de conflits, les prises d’otages envers les professionnels de l’information se sont aussi développées, notamment dans les milieux urbains ou contraignants comme « *à Beyrouth durant la guerre civile (1975-1990), en Afghanistan (2001-2014) ou au Mali (2013)*<sup>37</sup> » (Boulanger 2014). Cependant, Daech se distingue en développant une réelle « normalisation » de la prise d’otage de journalistes et « *jamais un conflit n’avait donné lieu à une telle épidémie d’enlèvements, pas même l’Irak ni l’Afghanistan* <sup>38</sup> », rappelle *Le Monde*. Ils organisent « *des mises en scène horribles avec interviews des captifs, voire leur exécution, qu’ils diffusent sur Internet* <sup>39</sup> », qui touche plus que jamais des journalistes et cela soulève « *un important tumulte médiatique* ». En d’autres termes, attaquer des journalistes et procéder à une « diplomatie de la terreur » est le « *gage d’un impact médiatique mondial*<sup>40</sup> ». Or les médias sont pris dans un dilemme majeur : la prise d’otage est une information en soi, la dire est-elle trop en dire ?

---

<sup>36</sup> Stéphane Malterre, entretien réalisé au téléphone, 15/05/2023, voir annexe.

<sup>37</sup> Philippe Boulanger, « Médias et conflits armés », *Géopolitique des médias*, 2014, p.240.

<sup>38</sup> Christophe Ayad, « La Syrie reste un piège à otages », *Le Monde*, 06/01/2014.

<sup>39</sup> Michel Klen, « La problématique des prises d’otages », *Revue Défense Nationale*, n°4, 2015, p.33.

<sup>40</sup> « Le Djihad contre les journalistes », *Reporters Sans Frontières*.

Ne rien dire ne vient-il pas à rentrer dans un cadre de diplomatie souterraine ? Dans certains cas, un réel silence a été observé et les rédactions de presses écrites ont fait le choix de la réserve. On peut noter le cas de John Cantlie, journaliste britannique. Aucun article sur sa prise d'otage n'est référencié avant 2014, alors même qu'il ait été kidnappé en 2012. Basé sur une dépêche de l'AFP, *Le Monde* publie un article<sup>41</sup> le 18 septembre 2014, sans image de la vidéo de propagande, *Libération* publie le même jour un article, cette fois ci avec un « screen shot » de la vidéo de propagande en question. Il s'agissait ce jour-là de la première publication de l'EIIL d'une preuve de vie de l'otage.

Cependant, la médiatisation des prises d'otages permet d'informer un public bien particulier sur les dangers du terrain syrien et irakien : les freelances. En effet, respecter un « black-out de l'information » est aussi un risque dans le cas de l'EI. Christophe Ayad, dans une analyse pour le journal *Le Monde* explique que ce choix « a pu contribuer à faire sous-estimer le danger à des journalistes peu au fait des réalités du terrain <sup>42</sup> ». En conséquence, selon lui, le choix d'un silence sur les prises d'otages « s'est révélé un piège : nombre de pigistes, peu au fait du risque de kidnapping, ont continué de se rendre en Syrie <sup>43</sup> ». Alors médiatiser les prises d'otages, dans un contexte de précarisation du statut de free-lance, peut permettre de mettre en lumière la réalité d'un terrain, parfois mal connu, où de nombreux pigistes « partent le plus souvent sans contrat, ni assurance, ni formation aux missions dangereuses, no appui logistique en cas de pépin<sup>44</sup> ». Car au risque sécuritaire s'ajoute la réalité économique du métier. Encouragés par « la poursuite de la rentabilité des acteurs économiques que sont les médias <sup>45</sup> » et la multiplication de la concurrence, certains peuvent être poussés à « prendre des risques inconsidérés pour « percer » dans la profession ». Christophe Ayad indique que « la plupart des journalistes kidnappés ont été « vendus » par leur chauffeur ou leur « fixeur » <sup>46</sup> ». Ce genre d'informations techniques est importante à donner, car la précarité économique des journalistes conduit certains à devoir s'abstenir d'un fixeur « sûr » pour des raisons de coûts.

La pratique journalistique n'est plus extérieure à l'évènement, les journalistes – ou à fortiori leurs confrères – deviennent l'évènement en lui-même. Ainsi, les enlèvements et leurs médiatisations auront heureusement et malheureusement permis de poser une vraie question

---

<sup>41</sup> « L'EI diffuse une vidéo montrant l'otage britannique John Cantlie en vie », *Le Monde*, 18/09/2014.

<sup>42</sup> Christophe Ayad, *Le Monde*, « Les médias face à l'Etat Islamique », 25/09/2014.

<sup>43</sup> Christophe Ayad, *Le Monde*, « la Syrie reste un piège à otage », 06/01/2014.

<sup>44</sup> Jean Paul Marthoz, *En première ligne : Le journalisme dans les conflits*, op.cit., p. 33.

<sup>45</sup> Id.

<sup>46</sup> Christophe Ayad, *Le Monde*, « La Syrie reste un piège à otages », 06/01/2014.

dans le milieu journalistique : celle de la protection des pigistes. À la suite de cette série d'enlèvements parvenue en Syrie et ailleurs, certains groupes médiatiques ou du milieu journalistique s'organisent, avec comme logique qu'un « *reportage, une photo ne valent pas votre vie*<sup>47</sup> ». Un document<sup>48</sup> établissant des principes de sécurité est proposé le 12 février 2015 à New York. IL est signé par plusieurs agences internationales, dont l'AFP ou Reuters, mais aussi par des associations de défenses des journalistes tel RSF ou le *Comité de protection des journalistes (CJP)*. Il encourage notamment les médias à une « *responsabilité « morale » vis-à-vis des pigistes qu'ils font travailler en zone hostile* ». Ces derniers doivent par exemple « *disposer d'une couverture médicale valable dans les zones de conflits* ». Au-delà des conventions, « *A Culture of Safety (ACOS) est apparu en 2015 dans le contexte des exécutions répétées de journalistes, dans le but de créer une alliance entre différentes organisations professionnelles (...) engagées dans la diffusion d'une « culture de la sécurité » en capacité de prévenir les comportements professionnels à risque*<sup>49</sup> », (Koch, 2022).

Pour comprendre la systématisation des prises d'otages et le système d'otage dont l'Etat Islamique se fait la référence, il faut noter qu'il n'est pas un schéma clos. Il fonctionne par le biais d'une forme d'interdépendance. En Syrie par exemple, « *il existe une porosité entre les groupes terroristes et les criminels de droit commun*<sup>50</sup> » (Marthoz, 2018). Ces liaisons rappellent que l'industrie de l'otage n'est pas nécessairement idéologique mais aussi économique : Stéphane Malterre s'est rendu dans la région d'Idlib en 2013, en juillet 2014 puis en 2015. Il note que « *la menace d'un enlèvement était beaucoup plus forte par des groupes crapuleux, pas pour des questions idéologiques mais purement économique. Par la suite, ils vous revendent à des organisations comme l'Etat Islamique* ».

Ainsi, les territoires syriens et irakiens contrôlés par l'EI se révèlent être ce que Jean Paul Mathoz nomme des « *zones rouges* » ou des « *zones de silences* », c'est-à-dire des zones hostiles à la présence de journalistes et à la fois des zones où la présence de journalistes – notamment occidentaux – peut être exploitée. Les contraintes auxquelles font face les journalistes dans la couverture médiatiques des territoires de Daech bouleversent les méthodologies de traitements habituelles en zones de conflits. Ces difficultés sont mises en

---

<sup>47</sup> Reporters Sans Frontières, L'Unesco, « Guide pratique de sécurité des journalistes. Manuel pour reporters en zones à risques ».

<sup>48</sup> "Freelance journalist safety principles", Dart Center for journalism and trauma, Columbia journalism school, 15/02/2015.

<sup>49</sup> Olivier Koch, « Sécurité et journalisme de guerre. Le tournant prudentiel des industriels de l'information depuis les années 1990 », op.cit., p.62.

<sup>50</sup> Jean Paul Marthoz, *En première ligne : Le Journalisme au cœur des conflits*, op.cit, p.174

exerce, à la fois dans les processus de narration et les productions réalisées par des journalistes professionnelles mais aussi dans l'arrivée de nouveaux acteurs médiatiques. Si le risque sécuritaire est devenu inhérent à la pratique professionnelle en Syrie et en Irak, l'information produite par des acteurs médiatiques a cependant continué et évolué lors de cette période.

## 1.2 Une répercussion perceptible sur les acteurs en présence et leurs travaux

Au-delà des chiffres alarmants et des études réalisées par des organisations sur la dégradation des conditions de travail des professionnels de l'information. Il nous semble pertinent de montrer comment cela s'illustre sur le terrain. Des articles de reportages des journalistes étrangers à l'émergence de groupes locaux organisés autour de la volonté d'informer, ce terrain constitue un espace d'expériences et d'expressions journalistiques majeur.

### 1.2.1 Une évolution des difficultés rencontrées perceptible dans la plume

« *Il arrive souvent aux journalistes de ne pas se contenter de rapporter l'actualité, mais aussi d'en proposer une certaine estimation ou appréciation*<sup>51</sup> » (Gautier, 2004). Comme nous le démontrons, la pratique journalistique sur le terrain est complexe, pour mettre en exacerbe et en avant les difficultés et la réalité encourue par les journalistes, le récit est parfois mis en parallèle entre l'information journalistique et l'identité professionnelle. Cependant, cette forme de narration de l'information ne rend pas les productions subjectives. Par exemple, dans l'article « *Soudain le monde éclate*<sup>52</sup> », de Samuel Forey, envoyé spécial à Mossoul pour *Le Figaro*, le journaliste utilise le pronom « je » et exprime des états d'âmes, « *ma conscience hurle maintenant elle pleure* ». Il y a une forme de lien entre la vie professionnelle : le décès tragique de trois confrères et fixeurs, le sujet : l'explosion d'une mine, et la vie personnelle : « *j'ai perdu un frère* ». Dans un reportage<sup>53</sup> pour *Libération*, la journaliste Hala Kodmani écrit par exemple : « *même pas le temps d'un frisson devant ces bouffons masqués plus mystérieux qu'effrayants* », « *était-ce le bruit d'un avion, ce matin, dans un demi-sommeil ?* » ou encore « *soulagement* ». L'expression de sentiment ou de ressenti vis-à-vis du sujet d'information

---

<sup>51</sup> Gilles Gautier, « L'expression des jugements de valeurs en journalisme », *Cahiers du journalisme*, n°12, 2003.

<sup>52</sup> Samuel Forey, « Et soudain le monde éclate », *Le Figaro*, 26/06/2017.

<sup>53</sup> Hala Kodmani, « Ville rebelle, Raqqa brûle-t-elle ? », *Libération*, 28/09/2013.

permet de « *contribuer à être le regard et le corps du lecteur, telle “la plaque sensible” de l’appareil photographique* <sup>54</sup> », (Le Cam, Ruellan, 2017).

Mettre en avant les journalistes est une entrée, une façon de mettre en avant un terrain, son évolution et de montrer la difficulté de la pratique journalistique. A partir de ce constat, nous voyons qu’en Syrie et en Irak, une place donnée à la description de la réalisation des reportages ainsi qu’à des éléments « techniques » est vivement visible, notamment lorsqu’il s’agit de journalistes se rendant régulièrement dans la zone. Ces éléments de contextualisation se décalent d’une information purement factuelle. Dans l’article de *l’Humanité*, « Voyage en Enfer dans l’état d’Alep<sup>55</sup> », la journaliste italienne Francesca Borri commence son article ainsi : « *la première fois que je suis venue ici, il y a un moins d’un an, je ne portais même pas de voile sous mon casque. Plus tard, après le voile, on m’a demandé de porter un pull long. Puis après le pull long, quelque chose qui me couvrait jusqu’aux chevilles. Aujourd’hui, il faut aussi qu’à mon annuaire j’exhibe une bague de mariée* <sup>56</sup> ». Alors même que la journaliste parle de sa propre condition, ces éléments reflètent l’évolution du contexte local. Le cas de l’EI en Syrie et en Irak se prête à ce type d’écriture, notamment en raison des évolutions visuelles et matérielles du terrain : par le prisme du voile, la journaliste tend à montrer que les nouveaux acteurs sur le terrain font preuve de durcissement vis-à-vis des libertés individuelles et qu’ils instaurent une modification des codes de conduites autorisés. L’article d’Hala Kodmani souligne notamment : « *mieux vaut ne pas être repérée comme journaliste venant de l’étranger par ces hommes d’un groupe lié à Al Qaeda* <sup>57</sup> ». Plus loin dans ce même reportage, elle écrit « *cinq hommes armés, chevelus et barbus mais aux visages découverts, nous braquent des yeux. Le plus vieux d’entre eux, la quarantaine, nous explique qu’il a été averti que nous prenions des photos de leur position* ». Au-delà d’informer sur le contexte local en effaçant la figure journalistique, la faire émerger, ainsi que les difficultés à laquelle celle-ci est confrontée, permet de montrer concrètement l’information.

Nous pouvons voir, dans ces formes d’écritures, un rapport avec le concept de *New Journalism*, pensé en 1973 par Tom Wolfe avec notamment « *la revendication d’emprunts aux techniques du roman et de la littérature, avec des descriptions approfondies, une écriture*

---

<sup>54</sup> Florence Le Cam, Denis Ruellan, « Emotion de journalistes, sel et sens du métier », *Presses universitaires de Grenoble*, 2017, p.125.

<sup>56</sup> Francesca Borri, « Voyage en enfer dans l’état d’Alep », *L’Humanité*, 19/11/2013.

<sup>57</sup> En septembre 2013, l’Etat Islamique en Irak et au Levant était encore affilié à Al Qaeda. Les deux organisations se diviseront lors de la proclamation du Califat (29 juin 2014) et du Calife de Daech, Abou Backr Al Baghdadi.

*indicielle*<sup>58</sup> » (Neveu, 2014). Mais l'analyse que nous pouvons faire des technicités de narrations peuvent sans doute davantage se rapprocher de celle produite par Marie Vanoost, qui s'intéresse au journalisme narratif francophone. Le terme narratif n'a pas de connotation négative car « *il ne présente pas le caractère « présomptueux », ou du moins potentiellement polémique de l'adjectif littéraire, ni l'ouverture vers l'imaginaire du terme créatif*<sup>59</sup> ». En effet, il est important d'appuyer sur ce point : il ne s'agit pas de littérature, ni de réalités détournées, mais d'emprunter un style littéraire dans la construction du reportage. Elle explique que « *pour traiter d'un sujet réel, les auteurs mettent en place des démarches de reportage, puis utilisent des techniques littéraires lors de l'écriture, donnant ainsi à leur texte une portée qui tend à dépasser celle du journalisme « conventionnel*<sup>60</sup> ». Selon Alain Lallemand, journaliste belge, le journalisme narratif fait appel à cinq actes : « *action, proximité, implication et pourtant distance critique ; fiabilité, voix et structure signifiante*<sup>61</sup> », (Lallemand, 2011).

Ainsi, si certains journalistes continuent d'être sur le terrain ou proche de l'EI, on remarque que les reportages de journalistes étrangers sur les zones où sont actives l'EI sont limités dans le temps : avant qu'ils obtiennent le contrôle « officiel » des territoires d'influences, pendant ou après leurs échecs. C'est pourquoi face à ces conditions restrictives d'accès au terrain, d'autres acteurs, cette fois-ci locaux, sont devenus des sources d'informations majeures : les « journalistes citoyens ».

### 1.2.2 Les journalistes citoyens : des informateurs internes

Comme nous l'avons vu précédemment, la Syrie est un territoire où il est complexe pour des journalistes étrangers d'être sur le terrain. Rappelons qu'au-delà des groupes insurrectionnels, l'accès au territoire syrien est extrêmement contrôlé par le régime de Damas et une infime minorité de journalistes ont obtenu un VISA légal pour couvrir le terrain et cela dès le début de la révolution. Au-delà des aspects administratifs, le travail libre de la presse est aussi discrédité par le régime syrien qui joue une guerre de l'information. Malgré une loi de 2001 sur la liberté de la presse, les médias officiels sur place représentent des organes de communication au service de l'état : difficile pour les médias étrangers de collaborer et d'en

---

<sup>58</sup> Éric Neveu, « La contribution des *New Journalisms* au renouvellement du reportage politique aux États-Unis », *Mots. Les langages du politique*, 2014, p.19-39.

<sup>59</sup> Marie Vanoost, « Journalisme Narratif : proposition de définition, entre narratologie et éthique », *Les cahiers du journalisme*, n°25, 2013.

<sup>60</sup> Id.

<sup>61</sup> Hadj Bangali Cissé, « Alain Lallemand, Journalisme Narratif en pratique », *De Boeck, Info Com*, 2011, p.455-457.

tirer une information fiable, objective et sûre qui alimenterait les informations locales. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe aucun journaliste professionnel fiable en Syrie, mais « *les médias occidentaux préfèrent les journalistes pas formés et préfèrent les former eux-mêmes* », expliquent des journalistes syriens en exils, « *ils craignent que les professionnels syriens manquent d'impartialité*<sup>62</sup> ». Ainsi, face à ces attentes et ce contexte se développe un acteur qui va se rendre indispensable.

Pour prendre le relais sur un terrain hermétique ou presque à la présence de journalistes étrangers ou de journalistes locaux clairement identifiés et identifiables comme tels, des citoyens, des militants, des témoins ont commencé à documenter la vie sous l'organisation de l'EI. En Irak, c'est notamment le cas de l'historien Omar Mohamed. Il fonda le blog anonyme « *Mosul Eyes* », afin de publier des informations sur la ville. Il écrit notamment des « *daily report* » comme le 29 octobre 2016<sup>63</sup> lors de laquelle il note des informations stratégiques : « *le nombre de combattants d'ISIS s'est stabilisé, après l'augmentation notable d'il y a trois jours*<sup>64</sup> », « *ISIS a exécuté 9 prisonniers dans le quartier d'Al-Arabi*<sup>65</sup> », mais aussi de la vie quotidienne : « *Il était autrefois très difficile de se procurer des cigarettes, mais depuis peu, il est beaucoup plus facile et moins cher d'en acheter*<sup>66</sup> ». En Syrie, il existe notamment le collectif « *Raqqa est massacré en silence*<sup>67</sup> » de son nom initial « *Raqqa is being slaughtered silently* », fondé officiellement en 2014 par dix-sept activistes qui se revendiquent non violents et rattachés à aucun parti politique ou militaire. Par le biais d'images et de vidéos filmés avec des téléphones portables, ils tentent de contrer la propagande communicationnelle de l'EI dans la ville, alors proclamée « capitale » de l'organisation. Au-delà des exactions commises par l'EI, ils documentent les membres : « *photos à l'appui, en train de s'empiffrer, quand un nombre croissant d'habitants de la ville ont recours à la soupe populaire pour survivre*<sup>68</sup> », écrit *Le Monde*. Ces individus irakiens et syriens constituent ce qu'on surnomme des « *journalistes citoyens* », à comprendre des personnes dont le journalisme n'est pas la profession officielle et qui deviennent émetteur d'une information. Ils ont « *par eux-mêmes*

---

<sup>62</sup> E. Gottarelli, *La Maison des Journalistes*, « Le témoignage de trois journalistes Syriens : en Syrie, la guerre passe aussi par l'information », 01/09/2018.

<sup>63</sup> Mosul Eyes, The Daily Report, Oct.29 2016, <https://mosuleye.wordpress.com/2016/10/29/the-daily-report-mosul-oct-29-2016/>

<sup>64</sup> « *The number of ISIL fighters are settled, after the noticeable increase three days ago* »

<sup>65</sup> « *ISIL executed 9 prisoners at Al-Arabi neighborhood* »

<sup>66</sup> « *It uses to be very difficult to get cigarettes, but lately, buying cigarettes is much easier and cheaper* »

<sup>67</sup> Page Facebook officielle : [https://www.facebook.com/Raqqa.SI/about/?tab=page\\_info](https://www.facebook.com/Raqqa.SI/about/?tab=page_info)

<sup>68</sup> Benjamin Barthe, « A Rakka, des citoyens journalistes résistent », *Le Monde*, 13/11/2014.

*témoigné de la situation du terrain, devenant pour certains des journalistes à part entière*<sup>69</sup> », selon Paul Labourgade. En d'autres termes, « *ils sont les seuls témoins de ce qui se passe, là où les journalistes professionnels n'ont plus accès ou ne se risquent pas, où l'information est instrumentalisée et contrôlée par les différentes parties du conflit, dont l'EI*<sup>70</sup> » note L'OBS.

Une des composantes majeures qui leur permet de réaliser ces productions est l'usage du numérique et des technologies. C'est cela qui permet aux médias étrangers d'avoir accès aux productions de ces citoyens. Il est nécessaire de rappeler que l'émergence dans le champ médiatique de productions faites par des citoyens est antérieure à 2011, « *De l'essor des blogs dans le sillage de la guerre d'Irak aux vidéos citoyennes de YouTube sur l'impact du tsunami japonais, en passant par le Tweeting du printemps arabe, le contenu citoyen est devenu une partie intégrante de la couverture par les médias dominants des événements mondiaux majeurs*<sup>71 72</sup> ». Mais si « *en 2003, l'information commence déjà à se développer sur le modèle d'un journalisme citoyen, avec des sites anti-guerres ou tandis que d'autres diffusaient des données*<sup>73</sup> » (D'Arco, 2014), la situation en Syrie et en Irak se révèle être l'avènement de la transmission via les réseaux sociaux, puisque *Facebook*, une plateforme utilisée par ces acteurs, est présente en Syrie à partir de 2011. Cette mise en ligne d'information crée une « *inflation informationnelle*<sup>74</sup> » (Boulanger, 2014) fondamentale dans un contexte de manipulation de l'information générale par les belligérants.

Cependant cette liberté apparente qu'offre les réseaux sociaux aux citoyens est aussi un piège sécuritaire pour ces derniers. En témoigne, en partie, des difficultés auxquelles ces groupes émergents ont fait face : ils sont passés d'environ 150 groupes au début des soulèvements en Syrie à 15 en 2020, selon Armand Haurault. Si le régime de Damas disposait d'un service de renseignement et de surveillance ayant causé beaucoup de mal (menace, surveillance, arrestation, torture) aux journalistes citoyens, Daech a rapidement mis en place un système de

---

<sup>69</sup> Paul Labourgade, « Le journalisme citoyen en Syrie : entre émancipation et répression », *Institut d'étude de développement de la Sorbonne, Université Paris 1 Sorbonne*.

<sup>70</sup> Sarah Diffalah, « « Le trou noir de l'information » : comment être journaliste sous Daech ? », *L'OBS*, 12/01/2016

<sup>71</sup> "From the rise of blogging in the wake of the Iraq War to YouTube citizen videos of the impact of the Japanese tsunami to the Tweeting of the Arab Spring, citizen content has become part of the mainstream news media's coverage of key global events".

<sup>72</sup> M. Wall, S. El Zahed, "Embedding content from Syrian citizen journalists: The rise of the collaborative news clip", *California State University, USA University of California*, 2014.

<sup>73</sup> Roxanne d'Arco, « Le conflit syrien, un renouveau des méthodes de couverture du journalisme de guerre », *Sciences de l'information et de la communication*, 2014, p.21.

<sup>74</sup> Philippe Boulanger, « Médias et conflits armés », *Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits*, 2014, p. 225-262.

surveillance numérique tout aussi redoutable dans les zones qu'il administrait. Repérés, traqués, quatre des membres du collectif « Raqqa est massacré en silence » en payeront le prix fort. Motaz Billah, 20 ans, est le premier à être assassiné à Raqqa, en mai 2014, après que l'EI trouve des photographies dans son téléphone. Par la suite, Ibrahim Abd al-Qader, 20 ans, sera assassiné en octobre 2015 en Turquie, comme deux mois après, Naji Al-Jerf assassiné à Gaziantep, et Ahmad Mohamed Al-Mousa, tué en Syrie. Sur l'enjeu sécuritaire, *Reporters sans frontières* (RSF), en partenariat avec l'UNESCO, propose un guide pratique<sup>75</sup> à destination des journalistes offrant des conseils numériques. Le collectif « RBSS » procédait, lui, à une mise en ligne des informations à distance (géographique et temporelle) puisque les images prises à Raqqa étaient transmises aux membres en Turquie qui publiaient en laissant un certain intervalle temporel.

Mais au-delà de l'enjeu numérique, ils sont, en Syrie, soumis à un double enjeu sécuritaire. « *Avec la guerre, la montée en puissance des groupes armés, et notamment radicaux, ils ont subi des pressions de plusieurs côtés, par les groupes, comme par le gouvernement* », notait Armand Hurault. L'association de soutien aux médias libres (ASML) a réalisé une étude sur la situation des journalistes syriens dans le contexte du conflit. Armand Hurault, constate une différenciation de traitement entre différents acteurs médiatiques en fonction de leurs statuts auprès des rédactions qui les font travailler. Comme nous l'introduisons dans notre réflexion sur les prises d'otages et les réalités économiques et donc sécuritaires auxquelles sont confrontés les pigistes et journalistes indépendants. Les journalistes syriens semblent être victimes de ces mêmes inégalités d'accès à la sécurité. Pourtant, « *l'information que délivre le journaliste est un apport à la Cité ; la confidentialité observée sur certains points (identité de l'informateur, circonstances de la rencontre, etc.) en est la condition de possibilité*<sup>76</sup> » (Rohde, 2020). Une question se pose, reprendre les informations données par ces acteurs est-ce prendre une responsabilité dans la prise de risques auxquels ils sont exposés ? L'association ASML dénonce un système dans lequel certains médias s'assurent une distance de responsabilité en ne sollicitant pas des productions lorsque celles-ci engagent trop de risques. Cependant, ils achètent les productions a posteriori. Selon l'ancien directeur, « *ne pas solliciter du contenu est une manière délibérée de se soustraire à leurs obligations* ».

Par-delà la question sécuritaire, un des autres enjeux est la question de l'objectivité de ces acteurs. Pour beaucoup d'entre eux, « *le journalisme ne se résume plus à la simple transmission*

---

<sup>75</sup> *Reporters Sans Frontières, L'Unesco, « Guide pratique de sécurité des journalistes. Manuel pour reporters en zones à risques ».*

<sup>76</sup> *Éric Rohde, L'Éthique du journaliste, Presse Universitaire de France, 2020.*

*de l'information, mais occupe un positionnement*<sup>77</sup> ». Avant d'être journalistes « citoyens », il peut s'agir de personnes ayant commencés à documenter les soulèvements contre le régime de Bachar Al Assad et donc acteurs civils dans la révolution syrienne de 2011. Ainsi, ils ne sont pas uniquement des transmetteurs de l'information, et cela fait exister un « *risque inévitable de partialité et de manipulation de l'information*<sup>78</sup> », d'après Jean Paul Marthoz. Cependant, nous pourrions soulever que l'objectivité est de base une notion complexe, un idéal lointain, selon Kathleen Lévesque : « *l'objectivité, contrairement à ce qui est enseigné au Québec, est un leurre. À défaut d'être objectifs, ils [les journalistes] ont le devoir d'être honnêtes*<sup>79</sup> ». Dans le cas des journalistes citoyens leur « honnêteté » est vérifiée par un processus de « fact-checking » qui permet de vérifier la fiabilité et la crédibilité des images amateurs. C'est notamment ce que fait le service « Les Observateurs » de *France 24*. Comme le rappelle le journaliste Wassim Nasr, « *ce sont des gens qui sont sur une zone de guerre, donc même si c'est une information sérieuse, il faut la recouper, la vérifier* ». Quant à leurs orientations, elles ne sont pas niées<sup>80</sup>. Ainsi, c'est une forme de transformation de l'acteur médiatique dans son identité mais non du processus de vérification de l'information. De plus, sur l'enjeu de l'objectivité, il y aurait selon Jean-Noël Darde, « *Entre le fait-événement et le journaliste* » toute une « *chaîne énonciative*<sup>81</sup> » avant d'arriver au journaliste qui participerait à l'aboutissement de son discours. Dans le cadre du journalisme citoyen, cette chaîne énonciative s'amenuise, d'autant plus si leur identité « journaliste » n'est pas affichée.

Ainsi, il convient de souligner les limites auxquelles font face ces techniques alternatives de travail. Comme nous l'avons souligné, l'insécurité, le danger et les risques d'assassinats auxquels font face les journalistes citoyens limitent drastiquement leurs possibilités de travailler et le nombre d'entre eux à rester sur le terrain où opère l'EI. Au-delà de cette dimension évidente, selon Paul Labourgade, deux facteurs limitent la force de ces « journalistes citoyens », la croissance du nombre de groupes aux différentes aspirations à utiliser les mêmes technologies et les mêmes procédés, « *contribuant à un affaiblissement de son influence* », mais aussi la « *crise de la crédibilité* » liée à l'instantanéité des réseaux sociaux qui sont à la fois synonymes « *de transparence, d'immédiateté de couverture omnisciente* », mais à l'inverse, sujets à « *des*

---

<sup>77</sup> Paul Labourgade, « Le journalisme citoyen en Syrie : entre émancipation et répression », *op.cit.*

<sup>78</sup> Jean Paul Marthoz, *En première ligne. Le Journalisme au cœur des conflits*, *op.cit.*, 2018, p.212.

<sup>79</sup> Kathleen Lévesque, « Éthique journalistique : devoir d'objectivité et militantisme », *Éthique publique*, n° 2, 2004.

<sup>80</sup> Dans le cas des exemples utilisés ci-dessus : à savoir pacifistes, sans orientation politique ou armée affichée, hostiles à l'EI

<sup>81</sup> Jean Noël Darde, « Journalistes, ce qui se dit, ce qui se passe », *Hermès, la revue*, CNRS Editions, 1998.

*barrières à la prise de recul, à la mise en perspective critique qui est –normalement- établie par des journalistes professionnels dans des médias ». Malgré cela, il convient de rappeler qu’au prix de leurs vies, ils « remplissent par endroits, par moments, le vide laissé par les journalistes <sup>82</sup> ».*

Finallement, si les terrains contrôlés ou sous influences de l’organisation de l’Etat islamique se révèlent exponentiellement plus dangereux pour les journalistes, professionnel ou non, étrangers et locaux, cela n’a pas cloisonné les journalistes à un travail d’observation, sans échange. Bien au contraire, de multiples ressources et techniques ont permis d’informer par le prisme des populations, des groupes armées et de l’EI, même si cela s’est révélé complexe sur de nombreux plans.

## **PARTIE 2 Initiatives et alternatives à la difficulté de la pratique journalistique sur le terrain**

Si selon Mohamed Anouar LAHOUIJ, il existe une « étroite relation qui peut exister entre le terrorisme et les médias, une relation presque de caractère symbiotique : d’une part, les groupes terroristes ont généralement besoin des médias pour diffuser leurs actes et d’autres part, les médias sont attirés par les faits de terrorisme <sup>83</sup> », nous pouvons nuancer car les médias – notamment de presse écrite – ont mis en place plusieurs méthodologies pour parler de Daech sans se servir nécessairement des productions de l’organisation. Néanmoins, cela soulève plusieurs enjeux d’ordres techniques, méthodologiques et déontologiques.

### **2.1 Un rapport aux sources civiles et armées partiel et complexe**

#### **2.1.1 Un rapport à la population soumis aux enjeux temporel, géographique, contextuel**

Si nous partons de la définition d’un reportage, selon le dictionnaire du *Larousse*, il faut comprendre qu’il s’écrit et se construit sur « l’ensemble des informations écrites, enregistrées,

---

<sup>82</sup> « Le journalisme en Syrie : mission impossible ? », *Reporters Sans Frontières*, 2013.

<sup>83</sup> Mohamed Anouar LAHOUIJ, « Daech : la propagande entre supports traditionnels et numériques », *Les cahiers de la SFSIC, DANS L’ACTUALITE*, 2020.

*photographiées, ou filmées, recueillis par un journaliste sur le lieu même d'un évènement* », cependant, on remarque, dans le contexte de l'EIIL, de nombreux articles ayant pour sujets et pour sources les populations syriennes et irakiennes déplacées. Il faut se rappeler que le contexte régional a bouleversé la vie de la population locale. En Syrie, la guerre civile a conduit au déplacement de 13 millions d'habitants entre 2011 et 2021, soit « 60 % de la population estimée du pays <sup>84</sup> ». En Irak, sur la seule année 2014, « plus de 2,1 millions d'Irakiens ont été déplacés <sup>85</sup> ». Ainsi, lorsque les journalistes font témoigner des déplacés, le sujet n'a pas lieu « sur le lieu même d'un évènement », mais celui de la conséquence de l'évènement. Le fait de ne pas être sur le lieu même de l'action peut rendre la vérification plus complexe. Les informations fournies par les déplacés peuvent être déformées. Daech étant resté plusieurs années, des souvenirs peuvent être mélangés, des récits modifiés et il est vivement difficile de trouver une seconde voir davantage de sources pour dire un discours similaire sur un cas très précis d'un évènement personnel. Le problème majeur qui se pose est donc celui de l'information unique : comment recouper un témoignage qui revient sur un évènement ayant eu lieu ailleurs ou avant ? comment être sûr que ce qu'exposent les sources est réel ? Il existe plusieurs solutions pour contrer cet enjeu de véracité. D'une part, par accumulation sur un même sujet, le journaliste peut estimer que les dires sont justes, ou non. Par exemple, dans l'article « La police des mœurs féminine de Daech <sup>86</sup> », de Samuel Forey, la source du journaliste « Leïla Khaled », une habitante de Mossoul, explique un évènement survenu avec la Hisba <sup>87</sup>. Dans l'article, Leïla Khaled trébuche dans une rue de Mossoul, soulève son voile et attire l'attention de la police féminine. Le journaliste écrit au sujet de l'évènement relayé par sa source : « *Leïla est maintenue par deux femmes. La troisième soulève son voile, et la mord au bras droit, à pleines dents* ». Se pose ici, comme dans tout rapport d'information d'une source, la question de la vérification : comment être sûr de l'évènement rapporté ? Que la source ne l'a pas erroné ? sinon modifié ? En effet, les sources opèrent « un premier cadrage, (...), lorsqu'elles donnent leur version des faits aux journalistes <sup>88</sup> », (Serrano, 2013), il revient ensuite aux professionnels de l'information de réaliser un second cadrage. Deux méthodologies permettent de limiter les risques et de faire corroborer ce qu'annonce une source. D'une part, le journaliste peut « creuser » et user de techniques pour vérifier les dires. « *Il faut faire la part entre ce que les*

---

<sup>84</sup> ONU Info, « Syrie : 10 ans de guerre en 10 chiffres », 15/03/2021.

<sup>85</sup> Sihem Djebbi, « Émigration, immigration, transmigration ». *Les Cahiers de l'Orient*, n°121, 2016, p.75.

<sup>86</sup> Samuel Forey, « La police des mœurs féminine de Daech », *Le Figaro*, 5/03/2017.

<sup>87</sup> Police féminine de l'Etat Islamique

<sup>88</sup> Yeny Serrano, « Journalisme par temps de guerre civile : Aux frontières discursives de la production d'information ». *Politiques de communication*, n°1, 2013, p. 151-180.

*gens racontent et la réalité.* » explique Samuel Forez, « *il y a des techniques assez faciles pour vérifier la véracité de ce que l'on nous dit, par exemple, il faut demander de nombreux détails sur où, comment, etc. Si le récit reste cohérent tout le long face à ces accumulations, il semble vrai.* ». Secondement, l'accumulation de sujets et de témoignages sur une même thématique permet de la crédibiliser. Ici, la police féminine de Daech a été largement dénoncée et médiatisée pour sa violence. Plusieurs recherches en font état, notons par exemple l'étude de Mathieu Guidère : « *La terreur suscitée auprès des femmes par cette police des « mœurs islamiques » est l'un des traits les plus marquants relatés par les habitants qui vivent sous le joug de Daech* <sup>89</sup> ». Dans l'hypothèse dans laquelle l'information ne peut pas être recoupée, « *il faut parfois abandonner le récit de la source* », explique le journaliste. « *On ne peut pas se contenter d'une source, il faut pouvoir recouper* », ajoute Wassim Nasr.

Enfin, quand il s'agit de témoignage plus large qu'un récit sur un événement, alors le risque d'erreur et d'inexactitude est rétréci. Dans l'article « A Raqqa, « on était déjà un peu morts de toute façon » <sup>90</sup> », d'Edith Bouvier publié par *Libération*, « Hussein » a fui Raqqa pour rejoindre un camp de réfugiés géré par les autorités kurdes. Il revient sur ce qu'était sa vie et sa ville pendant quatre ans d'occupation par Daech. La journaliste note une citation de l'homme : « *j'avais décidé de baisser la tête. Pendant quatre ans, on a subi leurs lois et leurs violences (...) ils avaient toujours une raison pour tuer ou frapper. On ne pouvait rien faire à part attendre patiemment qu'ils nous rendent notre ville* », il s'agit ici d'une dénonciation relativement « subjective » et large ainsi que d'un constat global. Il existe peu de risques que l'homme se trompe puisqu'il ne donne pas de détail sur un récit précis.

De façon exponentielle, « *l'information, longtemps quotidienne, tend à l'instantanéité. Plus que sa nature, c'est sa temporalité qui se transforme* <sup>91</sup> », (Delporte, 2016), et le cas de ces sources est au contraire à l'opposé de cette instantanéité. Avoir recourt à des personnes déplacées permet donc de ralentir l'instantanéité de l'information et d'ainsi, donner conscience des conséquences durables et profondes d'un conflit sur la population. Dans l'article « Et la Syrie est passée de la barbarie à l'apocalypse <sup>92</sup> », publié dans *L'Humanité*, faire appel à des personnes ayant fui au Liban permet de dresser un article rétrospectif sur la situation de la

---

<sup>89</sup> Mathieu Guidère, « Daech en Syrie : origines et développement », *Les carnets de l'Orient*, 2016.

<sup>90</sup> Edith Bouvier, « A Raqqa, « on était déjà un peu morts de toute façon », *Libération*, 30/08/2017.

<sup>91</sup> Christian Delporte, « Quand l'information devient instantanée », *La revue des médias, INA*, 2016.

<sup>92</sup> « Et la Syrie est passée de la barbarie à l'apocalypse » des syriens au Liban témoignent », *L'Humanité*, 29/12/2014.

population. Au commencement de l'article, le présent est de mise : « *Beyrouth, décembre 2014* ». Puis, l'article explicite les conditions de vies au Liban des personnes interviewées : « *Ici, en échange d'un salaire de 350 dollars, Rami assure la surveillance d'un terrain* », « *leur baraque de chantier ne dispose pas d'électricité* », « *il leur est interdit d'avoir des animaux* ». En parallèle et tout du long, on retrouve cette référence au présent et à leur condition actuelle au moment de l'article : « *autour d'un vieux baril de pétrole coupé en deux qui leur sert de table, nous partageons un délicieux thé très sucré en écoutant le récit brutal de leurs désastres* », « *Rami se lève et observe au loin les lumières de la ville* ». Enfin, puisque l'angle de l'article est l'évolution du contexte qui les a menés à cette situation d'exil, nous retrouvons le récit chronologique de leur situation en Syrie. D'abord l'arrivée de l'EI dans leur village bédouin, qui conduit les hommes à fuir vers le Liban, puis la torture des femmes et enfin, leurs fuites à elles aussi. Dans ce récit évolutif, le recours aux témoignages du couple de déplacés permet de parler d'un événement auquel aucun journaliste n'a assisté. Il nous permet d'élargir davantage l'information, spatialement et temporairement, et de donner davantage d'informations sur l'impact de l'Etat islamique sur le long court. En d'autres termes, ces sujets permettent aussi de « *sortir du bruit et de la fureur, de l'actualité immédiate, pour s'attacher à décrire l'impact de la guerre sur la population* <sup>93</sup> ».

Aussi, il est important de s'intéresser à la population locale contraintes ou ayants fait le choix de rester sur place. En effet, si certains retiennent de Daech une « guerre contre l'Occident » et les attentats meurtriers en Europe notamment, de nombreux combattants partent surtout dans « *l'espoir de constituer une entité étatique avec des institutions, contrôlant une population* <sup>94</sup> », (Dawod, 2016). Ainsi, c'est la vie locale qui est bouleversée par l'émergence et la solidification du groupe. L'apport informationnelle de ceux sur place est donc non négligeable. En raison des difficultés pour les journalistes d'y être, il est compliqué de réaliser des interviews de façon traditionnel : par exemple en tête à tête avec un carnet et un stylo. C'est pourquoi dans de nombreux articles relatant de la vie dans les territoires contrôlés, les sources sont prises au téléphone. Cela enlève l'aspect distanciel – géographique et temporel – entre le lieu où se trouvent les sources et le lieu de l'évènement. Et cela permet de démontrer concrètement les conséquences dans la vie quotidienne et sur la population des revendications de l'EI. Par exemple, Daech « *persécute les minorités religieuses en réinstallant le statut de dhimmi* <sup>95</sup> », c'est-à-dire un statut particulier dans le droit musulman pour les gens du livres (juifs et

---

<sup>93</sup> Jean Paul Marthoz, *En première Ligne : Le journalisme au cœur des conflits*, op.cit., 2018, p.144.

<sup>94</sup> Dawod, H, « Non, Daech n'est pas un État », *Revue internationale et stratégique*, 2016, p. 145.

<sup>95</sup> Id. p. 142.

chrétiens), qui leur octroie notamment une identité de seconde zone et la possibilité de garder leurs croyances en échange de discriminations, comme le *jyzia*, un impôt spécifique. Grâce à la téléphonie, il est possible de vérifier la véritable application à Mossoul de cette règle dont l'EI a annoncé la restauration et d'ainsi recouper l'information. Par exemple, dans l'article « Les derniers chrétiens de Mossoul, cible des jihadistes <sup>96</sup> », de Jean Pierre Perrin, il écrit : « *cet impôt, selon divers témoignages recueillis par téléphone à Mossoul auprès de familles chrétiennes, s'élève à 250 dollars par personne ayant un emploi, soit 500 dollars pour un couple* ». Sur de nombreuses thématiques, la téléphonie – et les échanges numériques – permettent d'apporter davantage de témoignages face à un discours officiel. Par exemple, l'EI annonce réglementer progressivement le code vestimentaire pour les femmes et les hommes. Dans l'article d'Hala Kodmani<sup>97</sup>, envoyée spéciale à la frontière turquo-syrienne, la journaliste fait appel à un commerçant de la ville de Boukamal – ville syrienne frontalière à l'Irak – qui lui explique les « instructions » de l'Etat islamique sur la longueur des vêtements : « *les femmes ne sont plus les seules à pouvoir se plaindre de la stricte réglementation de leur habillement dans l'Etat islamique. Nous sommes tous égaux* », ironise, dans un échange par internet, Abu Hassan [nom d'emprunt] l'un des commerçants du souk. ».

Un inconvénient majeur persiste avec la téléphonie et les correspondances numériques. Comme nous l'avons explicité précédemment pour les journalistes citoyens, communiquer avec la population s'est avéré extrêmement risqué pour leur sécurité. Dans l'article du *Monde*, « A Mossoul, sous le joug de l'EI, « on a vécu dans la peur » <sup>98</sup> », une famille irakienne revient sur ses conditions de vie pendant la présence de l'EI et racontent qu'ils « *ont interdit le téléphone, Internet et les paraboles satellites* ». Être pris à échanger avec des journalistes peut conduire à des condamnations extrêmement sévères.

Ce terrain de conflit se révèle nouveau dans le sens où l'on observe que la plupart des journalistes ne parlent pas en étant avec la source sur le terrain mais à une certaine distance de celui-ci, voir la source elle-même n'y est plus. Cela contraint les journalistes à encore plus de vigilance sur l'utilisation des informations mais offre des plus-values dans un contexte de travail compliqué et permet de témoigner concrètement de l'impact réelle des revendications de l'EI sur le terrain, notamment sur les minorités religieuses, la situation économique, militaire, sociale ou sanitaire. Si « *Les sources journalistiques jouent un rôle essentiel dans la*

---

<sup>96</sup> Jean Pierre Perrin, « Les derniers chrétiens de Mossoul, cible des jihadistes », *Libération*, 23/06/2014.

<sup>97</sup> Hala Kodmani, « A Raqqa, ils nous terrorisent le jour, on les effraye la nuit », *Libération*, 1/12/2015.

<sup>98</sup> Hélène Sallon, « A Mossoul, sous le joug de l'EI, « on a vécu dans la peur » », *Le Monde*, 22/11/2016.

*manière dont les professionnels de l'information « informent » au sujet d'une guerre <sup>99</sup> », sans ces nombreuses sources, l'information aurait pu être bien plus pauvre.*

### 2.1.2 Les forces Kurdes : un accès privilégié mais contrôlé : les risques pour la lecture journalistique

En Syrie, le Parti de l'Union Démocratique Kurde (PYD) – filière syrienne du PKK, le parti indépendantiste kurde en Turquie - contrôle une partie du nord-est syrien et souhaiterait établir un territoire kurde marxiste-léniniste aux valeurs d'égalité tout en s'adossant « à un puissant appareil répressif<sup>100</sup> », note *Le Monde*. En première ligne dans la bataille terrestre contre Daech, les comités de protections du peuple (YPG) en Irak et en Syrie ont ouvert leurs portes aux journalistes de façon massive pour témoigner de leur combat contre l'EI. La guerre est une guerre de communication, mais chacun fait des choix drastiquement opposés. Si le PYD a ouvert ses portes aux journalistes, en leur offrant une certaine sécurité, cet accès unique au terrain soulève plusieurs enjeux, sur la liberté d'une part, mais aussi sur l'orientation des sujets.

« Les Kurdes défendent avant tout leurs propres intérêts, conscients que la sympathie internationale leur est surtout acquise en tant que rempart contre l'épouvantail Daech <sup>101</sup> », note *L'Express*. Ce consensus occidental favorable au parti kurde est le risque existant d'un traitement orienté en faveur de la cause kurde ou d'intégrer les choix communicationnels du PKK et du PYD. Jean Paul Marthoz note que « la même euphorie et le même danger d'héroïser un camp, au risque de troubler la vérité, sont de nouveau apparus à propos des unités kurdes et surtout de leurs combattantes féminines engagées contre l'Etat Islamique en Syrie en 2015-2018 <sup>102</sup> ». En effet, les femmes intégrées au Comité de protection du peuple (YPG), aux Unités de protections de la femme Kurde (YPJ) ou aux forces démocratiques syriennes (FDS) ont été largement médiatisé dans la presse occidentale car les Kurdes « ont habilement su profiter de l'image positive en Occident d'une figure féminine combattante, pour encourager le soutien à leur combat <sup>103</sup> », selon *L'Express*. On retrouve dans plusieurs articles un vocabulaire de l'héroïsme, parfois même de la séduction, en illustre l'article de *Challenges* dans lequel il est écrit : « elles sont ravissantes. Oui, elles ont de l'allure et beaucoup de grâce »<sup>104</sup>. C'est ce

---

<sup>99</sup> Yeny Serrano, « Journalisme par temps de guerre civile : Aux frontières discursives de la production d'information » op.cit., 151-180.

<sup>100</sup> Allan Kaval, « la lutte contre l'Etat Islamique impose le PKK comme puissance régionale », *Le Monde*, 09/09/2014

<sup>101</sup> Catherine Gouëset, « Les kurdes font (presque) l'unanimité dans la lutte contre Daech », *L'Express*, 02/12/2015

<sup>102</sup> Jean Paul Marthoz, *En première ligne : Le journalisme au cœur des conflits*, op.cit., 2018

<sup>103</sup> Catherine Gouëset, « Nalin Afrin, "Amazonne" kurde de Kobané : mythe et réalité », *L'Express*, 21/10/2014.

<sup>104</sup> Richard Cannavo, *Challenges*, « En Syrie, ces combattantes kurdes résistent à Daech », 06/03/2016.

qu'Olivier Grojean, chercheur à l'*Université Paris 1*, nomme la « *Glamourisation de la guerre*<sup>105</sup> », visible dans les rédactions francophones mais surtout anglophones, dans lesquelles, « *leur engagement est souvent décrit à l'aune de leur émotivité ou de leur physique* ». Cette mise en exergue par une sémantique du courage et de la « féminité » peut représenter une forme de partialité. En effet, les engagements dans la lutte armée des femmes ne résultent pas aux mêmes compréhensions de l'opinion publique, mais aussi d'une partie de la couverture médiatique, en fonction du groupe d'appartenance. Les « *unités de protection du peuple (YPG) en Syrie, (...), suscitent une relative bienveillance, voire une admiration* », alors que « *les femmes ayant rejoint l'Etat Islamique (EI), surtout lorsqu'elles sont originaires de pays occidentaux, suscitent l'incompréhension générale et font l'objet d'une condamnation sans appel*<sup>106</sup> », expliquent Camille Boutron et Myriam Le Basque. En d'autres termes, « *l'appréciation de l'engagement des femmes dans des groupes ayant recours à la violence est ainsi socialement et politiquement différenciée*<sup>107</sup> », selon que celui-ci soit perçu légitime ou non.

Aussi cette médiatisation des figures de lutte féminines kurdes peut être doublement problématique dans la manière dont elle fut médiatisée – premièrement sur la question de la partialité – mais aussi car elle propose une lecture partielle de la situation. « *L'engagement des femmes dans les groupes armés kurdes a ainsi avant tout été perçu et analysé au travers de ce qu'il signifiait face à l'ennemi et non comme l'expression militaire et militante d'une mobilisation collective féministe qui dure depuis plusieurs décennies*<sup>108</sup> » (Boutron, Le Basque, 2019).

Cependant, tout en documentant longuement ces combattantes kurdes, les rédactions françaises semblent avoir rapidement contextualisé et analysé la séquence d'influence que représentent les combattantes kurdes, « *que l'on aperçoit tous les jours dans les Journaux télévisés ou les magazines*<sup>109</sup> », souligne *Madame Figaro*. *Libération* note « *qu'accompagner un bataillon féminin sur le terrain est la première et incontournable proposition de reportage faite par le*

---

<sup>105</sup> Olivier Grojean, « Penser l'engagement et la violence des combattantes kurdes : des femmes en armes au sein d'ordres partisans singuliers », *S'émanciper par les armes ? Sur la violence politique des femmes*, Paris, Presses de l'Inalco, 2019.

<sup>106</sup> C. Boutron, M. Le Basque, « Combattantes, terroristes ou victimes ? L'engagement des femmes dans la violence armée », *Les Champs de Mars*, n° 33, 2019, p. 91-113.

<sup>107</sup> Id.

<sup>108</sup> Id.

<sup>109</sup> M.C Bougère, « Les peshmergas et la glamourisation des femmes soldats », *Madame Figaro*, 23/10/2014.

*media center du PYD aux journalistes qui arrivent dans les zones kurdes*<sup>110</sup> ». Au-delà de la question des combattantes, certains sujets sont complexes à aborder dans la région, « *le Rojava est le seul endroit possible, j'ai travaillé là-bas et j'ai trouvé ça un peu problématique* », souligne Stéphane Malterre, « *parce que le Rojava est sous contrôle kurde mais une grande partie de la population est sunnite, et vous n'avez pas accès aux sunnites, le fixeur est kurde, le visa est kurde* ». D'autres semblent avoir réussi à être invisibilisés, comme le ralliement à l'EI d'au moins « *2000 djihadistes*<sup>111</sup> » kurdes, selon le sociologue Adel Bakawan. Il souligne que ce phénomène serait nié ou silencieux, entretenu par un récit « *élaboré à la perfection par les acteurs nationalistes kurdes et adopté par un Occident qui cherche les nouveaux héros qui feraient face aux nouveaux radicaux*<sup>112</sup> ».

Au-delà de tenter d'influencer la couverture médiatique de leur cause, les forces kurdes ont aussi exercé un important contrôle de terrain. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer, d'une part, le souhait des kurdes de ne pas connaître de pertes chez les journalistes et d'éviter les prises de risques. Pour un sujet sur les démineurs à Rakka, Stéphane Malterre explique « *le fixeur ne voulait pas que je dorme à Rakka, J'imagine que c'était vraiment pour ma sécurité, mais faire six heures de route par jour limite le temps de tournage et il était compliqué de travailler et de trouver des personnes* ». Selon Luc Mathieu « *ils ne voulaient absolument pas avoir de pertes de journalistes et à la fois contrôler ce qui sortaient* ». Cet enjeu de l'accès à certaines zones n'est pas propre aux PYD. Cela s'inscrit dans les conflits armés des lors que l'armée ou un groupe armé ouvre ses portes aux journalistes. Lors de la guerre du Golfe (1990-1991) « *les journalistes ont accès de manière limitée aux opérations et aux troupes*<sup>113</sup> », en Afghanistan (2001-2014), « *l'encadrement des journalistes de guerre est également appliqué.* » et lors de l'opération Barkhane au Sahel, « *les journalistes sont tenus loin de la ligne de front du Nord-Mali, dans la capitale* » (Boulanger, 2014). Cette distance est perceptible dans de nombreux articles, dans celui d'Allan Kaval, « *Mossoul, un an dans les griffes de l'Etat Islamique*<sup>114</sup> », le journaliste décrit et appui sur la présence au loin de Mossoul et sur les éléments géographique et distanciels qui sépare son sujet et son angle « *Mossoul et Daech* », de son lieu, « *l'endroit est le meilleur promontoire pour observer l'ennemi, l'Etat islamique (EI), qui a pris ses quartiers*

---

<sup>110</sup> Hala Kodmani, « Glamourisation, Les combattantes Kurdes dans une bataille de l'image », *Libération*, 20/09/2016.

<sup>111</sup> Adel Bakawan, « Les Kurdes de Daech, les raisons de la radicalisation d'une génération », *Confluences Méditerranées*, n°102, 2017, p.103.

<sup>112</sup> Id.

<sup>113</sup> Philippe Boulanger, « Médias et conflits armés », *Géopolitique des médias*, 2014.

<sup>114</sup> Allan Kaval, « Mossoul, un an dans les griffes de l'Etat Islamique », *Le Monde*, 24/06/2015.

*en contrebas* » ou encore « *le général Khalif tend son bras vers le sud-ouest et, soudain, s'arrête : « Mossoul* » à l'horizon, les faubourgs de la ville forment une masse sombre. ». Malgré un contrôle, les journalistes sont autorisés sur plusieurs théâtres d'opérations. Nous pourrions citer Rakka et l'article « sur le front » d'Edith Bouvier pour *Libération*<sup>115</sup> dans lequel la journaliste semble très proche des combats : « *la progression est lente. Une maison après l'autre, un étage après l'autre. Le bruit sourd d'un avion résonne dans la pièce* » ou encore que « *Les djihadistes de l'Etat Islamique ne sont plus qu'à quelques maisons de là* ». Lors de la l'assaut de Baghouz, annoncé en décembre 2018 par les Forces démocratiques syriennes (FSD) – une alliance arabo-kurde – du dernier bastion de l'Etat Islamique au sud-est syrien, de nombreux journalistes ont pu suivre les combats. *Libération* note s'être rendu « *à 500 mètres du dernier bastion de l'EI en Syrie* <sup>116</sup> ». Cependant, « *Les journalistes ont été autorisés à voir, sans leur parler* <sup>117</sup> », écrit *Le Monde*, ce qui rappelle le contrôle exercé par les groupes sur le terrain.

Malgré ces contraintes d'accès, de liberté, l'enrôlement des journalistes avec les PYD/FSD n'insinue pas nécessairement un traitement orienté à l'encontre des combattants djihadistes. À Baghouz, les conditions lors de l'opération visant à déloger les derniers combattants djihadistes ont été dramatique sur le plan humanitaire, avec plusieurs milliers de personnes, environ 64 000, dont des enfants, réunis sur un territoire de la taille d'un village. Qu'ils soient des civils bloqués là ou des membres de l'EI, la réalité humanitaire est incontestablement grave. Dans le récit de ces assauts, nous retrouvons une sémantique de la souffrance et non de l'hostilité. Hélène Sallon écrit : « *des heures durant, des centaines de combattants et leurs familles, dont de nombreux étrangers, estropiés, hagards et affamés, ont emprunté ce couloir humanitaire* ». Dans la continuité de Baghouz, *Le Monde* écrit au camp de déplacés d'Al-Hol, qu'il « *regorge de centaines de ces silhouettes anonymes, courbées par l'épuisement* <sup>118</sup> ». Lors d'un reportage réalisé par Allan Kaval – et pour lequel il recevra le *prix Albert Londres 2020* – dans une prison gérée par les Kurdes dans laquelle des membres de Daech sont détenus « *en dehors de toute juridiction reconnue et par une entité politique et militaire sans légitimité internationale* », nous retrouvons aussi une sémantique de la souffrance des prisonniers : « *La mort a une odeur.*

---

<sup>115</sup> Edith Bouvier, « A Raqqa, « on était déjà un peu morts de toute façon », *Libération*, 30/08/2017.

<sup>116</sup> Luc Mathieu, « Aux portes de Baghouz, reliquat du Califat », *Libération*, 7/02/2019.

<sup>117</sup> Hélène Sallon, « Syrie : l'interminable chute de Baghouz et de ce qu'il reste du « califat » de l'EI », *Le Monde*, 18/03/2019.

<sup>118</sup> Hélène Sallon, « Les visages des enfants du djihad de Syrie », *Le Monde*, 14/03/2019.

*Le désespoir aussi* », ou encore, « *il y a là des vieillards en couches gériatriques et des enfants amputés* <sup>119</sup> ».

Nous pouvons estimer que ces « critiques » des conditions humanitaires et sécuritaires peuvent être tolérées voir soutenues par les kurdes, y compris lorsqu'elles leurs sont attachées. Le contexte géopolitique et diplomatique peut expliquer que ces derniers offrent l'accès, notamment aux prisons ou aux camps. Pour cela, il faut faire un point sur la période « post » chute des territoires officiels de l'EI. Soutenus militairement et armés en partie par une coalition internationale menée par les Etats Unis, les kurdes ont réalisé la majorité du travail au sol et on donc subi des pertes bien supérieures. En effet, les Kurdes souhaitent dénoncer un abandon des occidentaux dans la lutte sur le terrain. En 2019, les Etats Unis se désengagent du terrain et ce retrait est vécu comme une trahison en Syrie, alors que les Kurdes comptaient, entre autres, sur leur implication tactique pour aboutir à un territoire autonome au nord du pays, hantise de la Turquie. Leur isolement croissant dans le maintien dans des camps d'anciens membres de l'EI, étrangers y compris, est vécu comme un lâchage face à un enjeu diplomatique, humanitaire, juridique qui touche de nombreux pays. Ainsi, on peut comprendre l'ouverture importante aux journalistes des camps ou de prisons. Sans doute Stéphane Malterre résume simplement tout l'enjeu de notre interrogation : « *C'est compliqué les kurdes, ils nous utilisent et nous les utilisons. On les héroïse, et puis on les jette* ».

Enfin, en Irak comme en Syrie, sans ces forces arabo-kurdes, kurdes ou l'armée irakienne<sup>120</sup>, le traitement médiatique des combats et l'information aurait été bien plus pauvre. Ni le régime de Damas, ni l'EI n'auraient donné un tel accès aux journalistes tout en leur offrant une certaine sécurité. Quant aux populations civiles, de nombreux dispositifs ont permis de leur donner la parole, qu'il s'agisse des réfugiés interrogés au téléphone, rencontrés dans des pays voisins, que ce soit, dans des camps en Syrie et en Irak, déplacés en Turquie ou au Liban. Cependant, la problématique, avec les groupes armés comme les civiles, reste celle de la distanciation à laquelle les journalistes sont contraints : ne pas pouvoir accéder directement au territoire de Daech. Si « *le djihadisme, malheureusement, on le couvre à distance. On s'en approche quelque fois, mais d'assez loin* <sup>121</sup> », souligne Rémy Ourdon, le dialogue avec l'EI n'est pas absolument hermétique.

---

<sup>119</sup> Allan Kaval, « Dans le nord-est de la Syrie, la mort lente des prisonniers djihadistes », *Le Monde*, 31/10/2019.

<sup>120</sup> Nous avons fait le choix de nous concentrer sur les groupes kurdes ou arabo-kurdes et non l'armée officielle.

<sup>121</sup> Rémy Ourdon, « La règle de base, c'est toujours d'aller voir », *La revue des médias INA*, 20/08/2018.

## 2.2 Un dialogue avec l'Etat Islamique sous contrainte

2.2.1 L'Etat Islamique et le journalisme : une relation sur le terrain entre ambivalence, dépendance et rejet ?

*« Face au monopole qu'exerce Daech sur son territoire, l'indépendance journalistique devient un défi quotidien <sup>122</sup> »*

Rawaa Augé

*« Les organisations terroristes sont, en premier lieu, des groupes opaques, par définition difficiles à pénétrer et à connaître<sup>123</sup> »,* explique Jean Paul Marthoz, tout en gardant en tête que *« les risques d'erreur, d'extrapolation, de fabulation, sont omniprésents <sup>124</sup> »,* cependant, ils ne sont pas pour autant impénétrables, au XXIème siècle y compris. D'un point de vue journalistique, il est vivement intéressant de communiquer avec l'EI comme belligérant sur ce terrain, mais en comparaison à d'autres groupes islamistes opérants ou ayant opérés peu de temps avant sur place, l'approche est complexe, infime, mais elle existe notamment grâce à l'évolution de l'organisation et à sa porosité.

Comme cela avait été longuement étudié, documenté, commenté, Al-Qaïda maintenait une réelle discussion avec les médias qui représentaient son canal de communication privilégié. La chaîne de télévision qatari *Al Jazeera*, a longtemps *« constitué le seul moyen pour Ben Laden d'y disposer d'une audience de masse »* (El Difraoui, 2013). Selon Omar Saghi, Al-Qaïda n'aurait *« d'exister que cathodique »* et *« l'ampleur de sa mobilisation, l'impact de ses mots d'ordre sont fonction de cet espace médiatique <sup>125</sup> »*. Ce que l'on peut affirmer, c'est que Al-Qaïda n'entretenait pas les mêmes rapports aux organes médiatiques que l'Etat islamique. Depuis, le contexte, les technologies et l'identité des groupes se sont considérablement modifiés, donnant aux groupes une plus grande indépendance vis-à-vis des médias traditionnels, ainsi, on ne retrouve pas chez Daech une même méthodologie de communication.

---

<sup>122</sup> Rawaa Augé, « Daech et les médias : coulisses d'un mariage forcé », op.cit., 2016.

<sup>123</sup> Jean Paul Marthoz, *En première ligne. Le journalisme au cœur des conflits*, op.cit., 2018.

<sup>124</sup> Id.

<sup>125</sup> Omar Saghi, « Oussama Ben Laden, une icône tribunitienne », *Al-Qaïda dans le texte*, Presses Universitaires de France, 2008.

Quant à la période durant laquelle opère l'EI, elle représente une rupture avec d'autres organisations. Nous observons que la période durant laquelle les groupes terroristes veulent affirmer leur solidification symbolique ou réelle, leurs relations avec le monde médiatique sont plus importantes. Par exemple, à partir de 2013, Boko Haram transmet des vidéos à « *des agences internationales, et plus particulièrement à l'Agence France-Presse (AFP)* <sup>126</sup> ». D'après l'analyse d'Elodie Apard, les productions audiovisuelles se seraient améliorées pour aboutir en 2014 à une « *maturité technique et esthétique* » et passe dans le même temps du statut de « *secte violente à celui de groupe terroriste internationale* » par le biais de « *l'hypermédiatisation* ». Comme Boko Haram, voire davantage, on retrouve dans l'EI ce soin de l'esthétique et de la communication, mais dans son cas, on ne retrouve pas ce rapport de dépendance aux organes de presse et aux journalistes, car très vite « *c'est devenu limite et à partir de 2014, et en 2015, ce n'était plus possible* », précisait Luc Mathieu. Avant 2014, l'Etat islamique semble « tolérer » la présence d'acteurs de l'information. Wassim Nasr explique « *au début il y a eu une vraie latence, si on regarde entre 2012 et 2014, on peut trouver le récit d'une bataille en parallèle sur des médias activistes. Et puis il y a eu une volonté de discipliner tout ça* <sup>127</sup> ». Comme si une fois sa propre communication ficelée, celui-ci rompait toutes possibilités aux autres de transmettre l'information. Ainsi on observe une rupture entre d'autres organisations et l'EI qui passe « *d'une relation d'interdépendance à une relation de domination exercée par le groupe djihadiste qui désormais impose son agenda aux médias* <sup>128</sup> » (Augé, 2016).

Cependant, l'EI est constitué d'une faille peut être davantage que d'autres organisations djihadiste : sa globalisation. Il compte des membres provenant de plus de cinquante pays (sur les territoires syriens et irakiens), dont des Chinois, des Américains, des Jordaniens, des Britanniques, des Tunisiens, etc. Parmi eux, il y a des ressortissants français, « *650 sont présents sur place, dont 250 femmes et une vingtaine de mineurs, selon le ministère de l'intérieur* <sup>129</sup> », en mai 2016. Et cette globalisation n'est pas une généralité dans les mouvements djihadistes actuels. En comparaison, Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) qui est « *engagé dans un djihad global* <sup>130</sup> », comme Daech, mais il « *conserve les spécificités et l'héritage historique*

---

<sup>126</sup> Elodie Apard, « Boko Haram, le jihad en vidéo », *Politique Africaine*, n°138, 2015.

<sup>127</sup> Wassim Nasr, entretien téléphonique, 23/03/2023, voir annexe.

<sup>128</sup> Rawaa Augé, « Daech et les médias : coulisses d'un mariage forcé », *Hérodote*, 2016.

<sup>129</sup> Adrien Sénécat, « Qui sont les 1 900 Français « concernés » par le djihad en Syrie et en Irak ? », *Le Monde*, 18/05/2016.

<sup>130</sup> Sonia Le Gouriellec, « Les organisations combattantes irrégulières du Maghreb ». *Stratégique*, n°103, 2013, p.164.p.166.

*d'une organisation locale* <sup>131</sup>», (Le Gouriellec, 2013). En d'autres termes, l'organisation n'a par exemple pas recruté et attiré des combattants globalisés mais seulement locaux voir régionaux dans une certaine limite. Même à l'échelle régionale, elle n'a pas succédé à « *fédérer l'ensemble des luttes musulmanes dans le Maghreb* ». Boko Haram, qui a prêté allégeance à l'Etat islamique en mars 2015, s'est davantage développé dans un contexte social complexe où « *le sentiment d'injustice, les inégalités sociales, les exactions des forces de l'ordre, la déliquescence des services publics de base et la profonde corruption des appareils d'Etat ont tous contribué à alimenter les révoltes djihadistes en Afrique subsaharienne* <sup>132</sup> ». Il n'a, lui aussi, pas fédéré d'arrivée internationale massive sur le terrain.

Ainsi, c'est bien l'Etat islamique qui se distingue dans l'identité de ses membres. Et cela constitue sa force mais aussi sa faiblesse : l'internationalisme des combattants a permis de recruter davantage de nouvelles recrues par le biais d'Internet, mais cela offrait aussi aux membres de l'EI, « *un accès ouvert à internet, sans aucun contrôle* », selon Rawaa Augé. Il ajoute, « *à travers la communication personnelle des militants, hommes et femmes, les journalistes construisent une image plus authentique de la vie sous l'emprise de Daech* ». De plus, parmi ses membres ayants parfois rejoints l'organisation très rapidement, certains désertent et témoignent, rendant ainsi la communication très rodée de l'organisation davantage poreuse. Par exemple, dans l'article « *Des déserteurs de Daech : « On s'est retrouvé à tuer des civils musulmans* » <sup>133</sup>», de *France Info*, un ex-membre d'origine britannique raconte : « *Personne ne parlait plus d'Assad, les musulmans tuaient des musulmans* », un déserteur allemand : « *Quand vous voulez, du fond de votre cœur, dénoncer l'Etat islamique, vous devez prendre le risque de vous exprimer publiquement* ». Ainsi, l'exposition médiatique des déserteurs est le résultat d'un cercle vicieux pour l'organisation. La propagande ciblée et mensongère a conduit des individus à suivre l'organisation sur une idéalisation de celle-ci, et aboutit à leurs désertions et à un contre discours dans les médias. Selon Olivier Roy, l'organisation a « *eu du mal à combiner une base locale très tribale et l'appel à une « internationalisation » de la population* <sup>134</sup> », et cela est peut-être une des causes des désertions de certains et d'ainsi, des voies d'informations pour les journalistes.

---

<sup>131</sup> Id.

<sup>132</sup> Marc Antoine Pérouse de Montclos, « Le mirage d'un djihad global en Afrique », *Le Monde*, 20/04/2018.

<sup>133</sup> Mohamed Berkani, « des déserteurs de Daech : « on s'est retrouvé à tuer des civils musulmans », *France Info*, 24/09/2015.

<sup>134</sup> Olivier Roy, *Le djihad et la mort*, Editions du Seuil, 2016, p.144.

À la chute officielle des territoires contrôlés par l'EI, les échanges entre des journalistes et des membres de l'organisation français augmentent, qu'ils rejettent, ou non, l'organisation. Cela permet d'appréhender des thématiques jusque-là peu traitables, comme les différents entre les membres. Dans l'article « En Syrie, la question du rapatriement divise les Françaises djihadistes du camp de Roj<sup>135</sup> », publié dans *Le Monde*, des femmes expriment des points de vue différents, voir antagonistes, sur leur ralliement à l'organisation : entre celles « *qui regrettent leur engagement auprès de l'organisation Etat islamique et celles qui restent fidèles au « califat* ».

Les déserteurs et les membres de l'organisation à la chute de l'EI permettent d'accéder à davantage d'informations pour les journalistes, le fait qu'ils parlent anglais et français est aussi un élément facilitant les échanges. Cependant, il existe un risque que leur parole soit surexposée par rapport à celles de combattants étrangers, notamment arabes, qui occupent pourtant des post important au sein de l'EI. Selon Wassim Nasr : « *beaucoup de journalistes ont parlé à des Belges, des Français, mais ce ne sont pas les têtes pensantes. Les têtes pensantes sont arabes* ». Si le journaliste est spécialisé – et arabophone – la forte exposition médiatique des djihadistes francophones peut être la conséquence d'un manque de journalistes spécialisés et ayant les capacités de comprendre l'arabe, et cela fait courir un risque de généraliser une catégorie des membres à ceux interviewés, en passant à côté des enjeux de l'enrôlement de Jordaniens, de Tunisiens, d'Algériens, de Libyens ou de Marocains notamment. Au-delà de la raison pragmatique de la barrière de la langue, la forte exposition médiatique de français – ou francophones – peut aussi être liée à l'intérêt médiatique national.

Finalement, on observe davantage une redéfinition des rapports officiels entre le groupe et les médias qu'une rupture totale. L'Etat islamique évolue dans un contexte de conflit, sur un territoire mouvant et avec des sympathisants aux identités aussi diverses que leurs aspirations : rappelons que certains s'engagent pour des raisons idéologiques, d'autres pour la promesse du prix du pain ou de la fin des coupures d'électricité. En conséquence, les informations sorties hors de sa communication officielle ont permis aux médias de proposer un regard interne plus diversifié. Au-delà de ses échecs à fédérer un groupe uni et hermétique, l'EI a elle-même acceptée la présence – infime et extrêmement stricte – de journalistes en son sein. Ces reportages réalisés au sein des territoires montrent une continuité (même minime) avec d'autres

---

<sup>135</sup> Hélène Sallon, « En Syrie, la question du rapatriement divise les Françaises djihadistes du camp de Roj », *Le Monde*, 12/08/2021.

conflits et cela soulève des enjeux déontologiques et pratiques vivement intéressants où se mêlent information et processus de collecte de cette information.

### 2.2.2 Le reportage « Embedded » avec l'Etat Islamique : une pratique qui divise la profession

Le reportage dit « Embedded » signifie à premier lieu « *le processus d'intégration des journalistes dans des unités militaires en vue de couvrir les opérations de l'armée durant une période donnée*<sup>136</sup> » (Bizimana, 2011). La réalisation de productions avec les hommes de Daech, bien qu'ils ne s'agissent pas d'une armée officielle, trouve des similitudes avec les critiques émises à l'encontre du journalisme dit « embarqué » au sein des groupes armés. Cependant, ce processus engendre aussi des critiques et des enjeux liés spécifiquement à l'identité de l'Etat islamique.

Premièrement, la réalisation de reportages « Embedded » avec l'EI pose la question de l'indépendance dans la réalisation journalistique. D'après la publication des 11 commandements de Deir Ez Zor, sorte de code de conduite à destination des journalistes produit par l'Etat islamique et découvert en octobre 2014, un journaliste qui souhaiterait produire des contenus journalistiques dans les territoires contrôlés par Daech devrait respecter des règles strictes, « *Les correspondants doivent prêter le serment d'allégeance au calife Abou Bakr al-Baghdadi. Ils sont sujets de l'État islamique et, en tant que tels, sont obligés de prêter serment à leur imam*<sup>137</sup> ». Pourtant, déontologiquement, les chartes de la profession assurent que « *le journaliste ne peut pas être contraint à (...) exprimer une opinion contraire à sa conviction* »<sup>138</sup>. Bien qu'il s'agisse là d'une charte française, l'idée émanée peut être appliquée, sans trop de réserve, à tous les journalistes. Si sans doute les journalistes ayants été avec Daech ne s'y sont pas soumis, cela montre tout de même la vision de l'indépendance et de la liberté journalistique que permet Daech.

Avoir accès aux territoires de Daech est comme nous le démontrons, extrêmement rare dû à la dangerosité du terrain. Mais y avoir accès avec les membres de l'organisation est-il déontologiquement acceptable ? Faut-il accepter le manque d'indépendance journalistique lorsqu'un journaliste est « Embedded » avec Daech pour la rareté de l'information – et quelle information, si celle-ci est manipulée ? Est-ce que cette rareté prévaut sur les conditions de réalisation ? Le chercheur Jean Paul Marthoz résume ces problématiques : « *comment ne pas*

---

<sup>136</sup> Aimé -Jules Bizimana, « Intégrer pour mieux surveiller les journalistes de guerre », *Les cahiers du journalisme*, n°22/23, 2011, p.181.

<sup>137</sup> Article 1, Deir Ez Zor

<sup>138</sup> « Charte d'éthique professionnelle des journalistes », Syndicat National des Journalistes,

être instrumentalisé ? Comment protéger son indépendance et dès lors « la vérité journalistique » dans le cadre d'un embarquement au sein d'unités djihadistes disposant des moyens d'imposer leur volonté non seulement aux journalistes, mais aussi à la population, troublant ainsi le « sujet » du reportage et arrangeant la réalité ?<sup>139</sup> ». Le professeur en histoire du Moyen-Orient à Sciences Po, Jean Pierre Filiu, dénonce plusieurs problématiques que pose un reportage « Embedded » avec les djihadistes. D'après lui, il est réalisé « privé de toute liberté de mouvement et d'enquête par ses « accompagnateurs » djihadistes<sup>140</sup> » et par conséquent « sa probabilité d'accéder à un habitant victime de la terreur de Daech est asymptotique à zéro ». Ainsi, il est vivement difficile de respecter dans pareil environnement les règles déontologiques et les chartes internationales qui demandent à un journaliste d'accomplir « tous les actes de sa profession (enquête, investigations, prises d'images et de sons, etc) librement<sup>141</sup> ». Cependant, notons ce contexte de reportage « Embedded » avec Daech n'est pas le seul cas où l'on peut reprocher un contrôle de l'information. Entre connivence idéologique et obligation militaire, les conflits récents ont aussi soulevé leurs lots de critiques à l'encontre du journalisme « Embedded » avec l'armée. Par exemple, en Afghanistan, « presque tous les journalistes qui voyagent avec les forces britanniques ont reçu l'ordre d'envoyer leur copie par courrier électronique aux attachés de presse de l'armée dans la province d'Helmand avant de la publier. Nombre d'entre eux craignent qu'une couverture négative n'entraîne l'annulation ou le report des voyages de retour vers la ligne de front<sup>142</sup> ». Pendant l'invasion de l'Irak (2003), les productions « Embedded » se sont multipliées – elles avaient déjà cours en 1992 et suscitaient déjà « malaise, polémique et réflexion<sup>143</sup> ». Et cette proximité « n'a pas nécessairement permis de mieux comprendre le contexte de ce conflit<sup>144</sup> », explique Jean Paul Marthoz. Néanmoins, ces réalisations peuvent permettre de visualiser des événements sans l'accord du groupe accompagnant : par exemple, en 2005, Chris Hondros, alors embarqué avec l'armée américaine réalise des clichés à Tal Afar, en Irak. Le photojournaliste est témoin d'une prise à partie de l'armée américaine sur un véhicule civil. Les forces américaines tuèrent les deux parents et blessèrent grièvement un enfant. L'armée américaine lui avait demandé d'attendre pour transmettre ses photographies mais elles seront publiées très rapidement dans les médias internationaux. Cependant, réaliser un acte de

<sup>139</sup> Jean Paul Marthoz, *En Première lignes : le journalisme au cœur des conflits*, op.cit., 2018.

<sup>140</sup> Jean Pierre Filiu, « Un journaliste allemand chez Daech : idiots utiles et propagande djihadiste », *L'OBS*, 21/11/2016.

<sup>141</sup> « Charte d'éthique professionnelle des journalistes », op.cit.

<sup>142</sup> S. Grey, « A lack of cover », *The Guardian*, 15/06/2009.

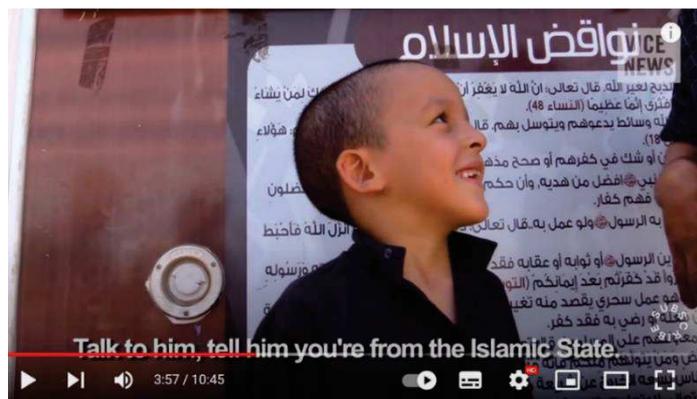
<sup>143</sup> Éric Rohde, *L'Éthique du journaliste*, op.cit., 2020.

<sup>144</sup> Jean Paul Marthoz, *En Première Ligne : le journalisme au cœur des conflits*, op.cit., 2018.

« désobéissance » - et de devoir journalistique - au sein de l'Etat Islamique pourrait s'avérer extrêmement dangereux, rappelons si nécessaire, que l'organisation ne respecte pas les conventions internationales de protections des journalistes.

Alors, si les journalistes, en tant que professionnels, pourraient avoir la capacité de dégager une information factuelle, même si les protagonistes présentent un fait erroné. Dans le cas d'un reportage avec Daech, il est vivement difficile de montrer autre chose : ils n'ont pas accès à des sources sans la surveillance du groupe, ni un accès à des lieux non surveillés ou non prévus. Par exemple, en juin 2014, Medyan Dairieh, un journaliste Palestinien résidant au Royaume Uni, a passé trois semaines avec Daech pour le média *Vice News*. Il souhaitait « raconter l'organisation de l'État islamique et l'endoctrinement des enfants par Daech <sup>145</sup> ». Dans le reportage, il demande notamment à un enfant « are you from Belgium or from the Islamic State ? <sup>146</sup> » devant un membre de l'EI, qui souffle la réponse à l'enfant : « talk to him, tell him your from the Islamic State <sup>147</sup> ». Ici la personne interrogée, d'autant plus un enfant, n'a aucune liberté de parole. Le fait de poser la question en présence de l'EI pose un problème sur l'objectivité et la réalité de la réponse donnée, en d'autres termes : est-il même utile de lui demander ?

Et c'est ce que remet en cause Jean Paul Marthoz, au sujet de la série de reportages réalisées et de l'écho qu'ils eurent chez les journalistes. Ils « mirent en doute la possibilité de respecter dans pareil environnement des normes professionnelles essentielles » selon lui. Les



journalistes sont explicitement strictement accompagnés, rendant difficile de « respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité <sup>148</sup> ». Dans un article des *Cahiers du Journalisme*, Cathy Senay, journaliste de Radio-Canada, explique au sujet des journalistes « Embedded » avec une armée « que le journaliste embarqué doit « toujours avoir une marge de manœuvre. En sortir,

<sup>145</sup> « Le Djihad contre les journalistes », *Reporters Sans Frontières*.

<sup>146</sup> « Es-tu originaire de Belgique ou de l'Etat Islamique ? » [Traduction libre]

<sup>147</sup> « Parle-lui, dis-lui que tu es de l'Etat Islamique » [Traduction libre]

<sup>148</sup> Charte de Munich, devoir des journalistes

puis y revenir. À ce moment-là, on se crée une distance, on prend du recul et on peut voir les choses autrement<sup>149</sup> », afin de pouvoir « trouver les angles morts de l'information ». Selon le chercheur Farid El Asri, comme nous le démontrons, dans le cas de Daech, cela est techniquement presque impossible.

Le chercheur Jean Paul Marthoz note au sujet du reportage de *Vice News*, « Grooming Children for Jihad: The Islamic State », qu'il a produit « une vive controverse au sein de la profession. Certains accusèrent ce nouveau média de faire la publicité du groupe extrémiste<sup>150</sup> ». En effet, se pose aussi la problématique de la transmission d'un message propagandiste. Par exemple, le journaliste montre des enfants jouant dans l'eau<sup>151</sup>, ça ne veut pas dire que le journaliste montre un élément erroné, mais les choix rédactionnels et audiovisuels ne peuvent être neutres. Ainsi, ne participe-t-il pas le discours communicationnel de l'organisation, en montrant ces images d'apparences heureuses, et peut être trompeuses ? Selon David Thomson, journaliste spécialisé, « cette scène de baignade vise à montrer comment il est doux de vivre dans l'Etat Islamique<sup>152</sup> ». D'après une analyse<sup>153</sup> sur les images publiées de l'EI réalisée par le Think Thank britannique *Quilliam*, les réalisations visant à dépeindre une société utopique comptent pour 52.7 % de l'ensemble des productions réalisés par l'EI entre le 17 juillet et le 15 août 2015, soit largement plus que les productions de violences<sup>154</sup>. Plus important encore, parmi ce pourcentage de propagande qui vise à illustrer un état utopique, une partie illustre « des enfants jouant, des amis en train de pêcher ensemble<sup>155</sup> ». Soit des images similaires à celles réalisées par le journaliste. Il note aussi « le message est clair : s'il peut y avoir des difficultés de temps à autre, la vie dans le "califat" est joyeuse, ce qu'il faut protéger et chérir par tous les moyens. Cette joie est inextricablement liée à la mise en œuvre par l'État islamique de son programme théopolitique<sup>156</sup> ». On voit donc que le reportage suit une concordance avec la volonté communicationnelle de Daech. Or ces images sont « très peu montrés dans les médias occidentaux<sup>157</sup> », note *Reporters Sans Frontières*, car elles seraient destinées à « un tout autre public », qui serait de potentiels futures recrues. Ainsi, montrer des images similaires, bien que

---

<sup>149</sup> Catherine Senay, « Médias et terrorisme », *Cahiers du Journalisme*

<sup>150</sup> Jean Paul Marthoz, *En Première lignes : le journalisme au cœur des conflits*, op.cit., 2018.

<sup>151</sup> «Grooming Children for Jihad: The Islamic State», *Vice*, (2.44 minutes).

<sup>152</sup> Camille Polloni, « L'Etat Islamique vu par Vice : commentaire d'un reportage inédit », *L'OBS*, 25/08/2014.

<sup>153</sup> « Documenting the virtual Caliphate », *Fondation Quilliam*, 2015, p.30.

<sup>154</sup> A titre comparatif, les images de violences brutes représentent 2.13 % des productions sur la période analysée.

<sup>155</sup> « *Children playing, friends fishing together* » [traduction libre].

<sup>156</sup> «*The intended message is clear: while there may be difficulties from time to time, life in the 'caliphate' is joyful, something that needs to be protected and cherished by any and all means. This joyfulness is inextricably entwined with Islamic State's implementation of its theo-political programme*» [traduction libre]

<sup>157</sup> D'après l'analyse de *Quilliam*.

ce ne soit pas le souhait du journaliste, peut participer à la propagande djihadiste. Un ancien député allemand, Jürgen Todenhöfer, s'est lui aussi rendu avec le groupe, et bien qu'il ne soit pas un journaliste professionnel, il se considère lui-même comme « *le premier journaliste occidental à avoir pénétré sur le territoire de Daech* », d'après ce même article de *L'OBS. Courrier International* le nomme « *auteur*<sup>158</sup> » plutôt que journaliste. Le professeur de *Sciences Po* dénonce au sujet du reportage réalisé par Jürgen Todenhöfer, qu'il s'agit d'un « *document (...) parfaitement conforme à la stratégie de communication de Daech en direction des opinions occidentales* ». Cependant, cette forme de concordance entre la production journalistique et le message que souhaite faire passer l'organisation est aussi une critique émise dans d'autres contextes avec l'armée américaine.

Ensuite, demeure la question de la parole donnée : faut-il permettre à Daech de s'exprimer ? Dans cette même séquence sur le bord de l'Euphrate – fleuve qui traverse Raqqa – le journaliste donne la parole à un membre de l'EI de 19 secondes, [4.43/5.05 min] dans lequel il dit notamment : « *we are living in joy that I can't describe*<sup>159</sup> ». Nous pourrions avoir un double regard sur cela. A la fois, comme nous le démontrons le long de cette analyse, l'absence d'impartialité avec d'autres sources et protagonistes peut poser un problème, mais ce qui est aussi intéressant, c'est de voir ce que Daech veut nous montrer et nous dire, selon Farid El Asri : « *savoir sur quels rails nous met Daech est une information en soi* ».

Finalement, il ne s'agit pas de passer sous silence l'existence de l'EI, mais de concevoir que la réalité de reportages dans l'essence de sa réalisation pose de nombreux problèmes d'ordre déontologique. Il s'agit là d'un débat non tranché, qui divise la profession, car « *si le journaliste ne cache jamais le fait qu'il soit Embedded avec les djihadistes, cela ne pose pas de problème* », défend Wassim Nasr, journaliste à *France 24* et spécialiste des mouvements djihadistes, « *il y a un intérêt journalistique : le fait de le voir de ses propres yeux* ». Dans le cas des deux reportages cités ci-dessus, à aucun moment – et cela dès le titre des reportages – il n'est nié ou caché le caractère « embarqué » du journaliste.

Lors des guerres précédentes, une partie du corps journalistique, notamment américaine, a été vivement critiquée pour leurs connivences avec l'armée américaine. Pendant la guerre en Irak, « *au lieu de se conformer à la maxime « choose the truth not a camp »* (Mathien, 2004), « *les journalistes cèdent aux appels d'élan patriotique, particulièrement les États-Unis au lendemain*

---

<sup>158</sup>« Allemagne, « dix jours avec Daech » : enquête ou propagande ? », *Courrier International*, 20/01/2016.

<sup>159</sup> « *Nous vivons dans une joie que je ne peux pas décrire* » [traduction libre]

du 11 septembre (Marthoz, 2004 ; Zelizer et Allan, 2002) <sup>160</sup> ». Dans le cadre de l'EI, ce n'est pas un élan idéologique mais bien la volonté de montrer un terrain de l'intérieur qui motivent les journalistes.

Finalement, si les réalisations et leurs processus de productions peuvent diviser les journalistes, malgré des difficultés d'accès, l'EI s'est révélé moins hermétique qu'il n'y paraît. Reste à réussir à dégager des éléments factuelles et pertinents dans un contexte de manipulation. Mais au-delà des relations professionnelles journalistes-Daech, les enjeux éthiques, déontologiques, techniques animent tout autant le monde médiatique.

## **PARTIE 3 Un contexte de pratique journalistique inédite : remise en question déontologique, différents dans la profession et exercice de transparence**

### **3.1 Dilemme sur la médiatisation de la violence**

#### 3.1.1 Photographier le « contexte » de la Syrie et de l'Irak : entre nouvelles difficultés et continuité iconographique

*« Travailler dans les zones contrôlées par l'EI est pratiquement impossible pour les journalistes et autres observateurs indépendants. Les photos et vidéos de propagande diffusées par l'EI lui-même sont donc bien souvent les seules sources d'information disponibles pour avoir un aperçu de ce qui se passe dans le « califat <sup>161</sup> » résume Michèle Léridon. Cela représente une certaine rupture avec la diffusion photographique dans la presse qui « reste majoritairement dominée par les agences et les journalistes professionnels <sup>162</sup> » (Touboul, Tétu, 2014). Si de façon pragmatique, les rédactions ont besoin de photographies, l'intégration d'images de propagande soulève plusieurs enjeux majeurs.*

Parce que *« Les photos comme les séquences filmées [sont] aussi des actes et pas seulement des images à regarder, comme si le sens se cantonnait dans le visible <sup>163</sup> » (Jost, 2016), les rédactions font appels à plusieurs procédés pour mettre en perspective et contextualiser à la fois*

---

<sup>160</sup> Aimé -Jules Bizimana, *Les risques des journalistes dans les conflits armés*, op.cit.

<sup>161</sup> « Un blog de Michel : couvrir l'Etat islamique », *AFP Making Off*, 04/05/2021.

<sup>162</sup> Jean François Tétu, Annelise Touboul, « L'image d'actualité, entre continuité et transformations », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre journalismo*, 2014, p.118.

<sup>163</sup> Lucie Alexis, « Pour une éthique des médias, les images sont aussi des actes, François Jost, la Tour d'Aigues », *Communications & Langages*, 2016, p.8.

la manière dont sont produites les images de l'EI ainsi que leurs fonds. En effet, si initialement, « *la photographie de presse indique ce qu'il fallait voir de l'événement en la produisant* <sup>164</sup> » (Tétu, Touboul, 2014), la problématique dans le cas d'images de propagande, est qu'il s'agit n'ont plus de « ce qu'il fallait voir » du point de vue d'un journaliste professionnel mais cette fois d'un acteur au service de la propagande. Il est pertinent de voir que les photographies (ou vidéos) peuvent être contextualisées tout comme les dires. Dans l'article du *Figaro*, « Les dessous de l'exécution par Daech de 22 soldats syriens <sup>165</sup> », la rédaction propose une double lecture, à la fois sur le contexte de réalisation mais aussi sur des éléments contextuels. L'article reprend l'analyse de vidéo réalisée par *Trac*, un centre de recherche américain spécialisé dans le terrorisme et le think thank *Quilliam*. Le projet est donc de ne pas montrer juste « ce qu'il fallait voir » du point de vue de l'EI mais de mettre en perspective ce qu'il veut montrer. En faisant glisser la souris sur les différents points de l'image, différents éléments de contextualisation de sa réalisation apparaissent. Fred Ritching, photographe américain, avait déjà exprimé les vertus d'une légende numérique apportant différents points d'éclairages techniques et de volonté de l'auteur de l'image. Le dispositif publié par *Le Figaro*, qui se rapproche de celui exprimé par Ritching, permettrait de « *conjuguer en partie la confusion que sèment des photos déracinées de leur contexte de production* <sup>166</sup> » (Lachance, 2017).



En étudiant les ombres présentes à l'image, le Trac déduit que le tournage a duré jusqu'à 6 heures.

<sup>165</sup> R. Gauron, « les dessous de l'exécution par Daech de 22 soldats syriens », *Le Figaro*, 10/12/2014.

<sup>166</sup> Jocelyne Lachance, « Chapitre 4 - La solitude du lecteur d'images », *L'école des parents*, n°624, 2017.

<sup>167</sup> [Montage] les images ont été agrandies et reliées.

Dans l'article d'Hélène Sallon « En Irak, l'EIIL déculpé la terreur grâce à internet <sup>168</sup> », qui porte sur des images de propagande dans lequel l'EI veut montrer qu'il aurait exécuté 1 700 militaires chiites, la journaliste note « rien ne permet d'attester davantage ni de la véracité ni du lieu et de la date de prise de vue, des hommes alignés dans la même position gisent, le haut du corps maculé de sang. » ou encore « ni les autorités irakiennes ni les organisations de défense des droits de l'homme ne sont en mesure de confirmer l'authenticité de ces photographies ». De plus, elle rappelle tout du long l'ampleur de la volonté communicationnelle de Daech. Ainsi, les rédactions, lorsqu'elles publient ces images, les accompagnent de choix pour « filtrer » ces images crues, qui restent une production existante, puisque « l'image est intrinsèquement réelle, elle reflète une réalité. Présente-t-elle pour autant la vérité ? <sup>169</sup> » (Francioli, 2004). C'est ce que Daniel Dayan nomme les « images journalisés », dont le journalisme apporte une valeur ajoutée : « celle du filtrage qu'opère le journalisme comme corps professionnel, comme institution normative <sup>170</sup> ».

Secondement, les images produites servent un discours – comme nous l'avons souligné en introduction – et celles-ci reprises par les médias parfois en tant que telles, peuvent engendrer une « interprétation démultipliée de la part de celui qui la reçoit » (Francioli, 2004). La photographie au sens large « n'est pas sans affecter les opinions, les préjugés, les fantasmes et la désinformation <sup>171</sup> » (Sontag, 2003). Concernant les images produites par Daech, selon Farid El Asri, celle-ci est problématique dans le sens où « une fois que celles-ci pénètrent la rétine, elles sont là, et ça conforte une certaine vision » chez certains spectateurs de l'image. Surtout, « La vision ne sert pas simplement d'oreille. Elle peut aussi devenir « bouche » et se prêter à un dire. Le voir renvoie alors non seulement à des activités de vision, mais à des processus de mise en visibilité <sup>172</sup> » (Dayan, 2006). Pour illustrer ce propos et cet enjeu,



Des combattants de l'Etat islamique paradedent dans les rues de Mossoul. AP/UNCREDTED

nous pouvons prendre l'article du *Monde* « En dix mois, une dizaine de journalistes ont été tués

<sup>168</sup> Hélène Sallon, « en Irak, l'EIIL déculpé la terreur grâce à internet », *Le Monde*, 16/06/2014.

<sup>169</sup> Marc Francioli, « Images et vérité, vérité et mensonge des images », *Les cahiers du journalisme*, n°13, 2004, p.121.

<sup>170</sup> Daniel Dayan, *La terreur spectacle. Terrorisme et télévision*, De Boeck Supérieur, 2006, p.166.

<sup>171</sup> Susan Sontag, “Regarding the pain of others”, *Diogenes*, n°201, 2003, p.130.

<sup>172</sup> Daniel Dayan, *La terreur spectacle. Terrorisme et télévision*, op.cit., 2006.

par l'Etat Islamique ». L'image qui accompagne l'article peut être analysée comme « risquée » si l'on reprend les enjeux photographiques et symboliques énoncés ci-dessus. Elle donne à Daech une image de puissance et de domination.

Au-delà de la question du regard que portera le lecteur sur ces images de propagande et le possible message qu'il en tirera. Il s'agit aussi d'images de violences. De façon pragmatique, nous pouvons soulever deux positionnements – parmi d'autres – opposés quant à l'utilisation d'images de violences dans les médias. D'une part, la philosophie journaliste pour laquelle la monstration de la violence – dans les conflits – est une obligation déontologique. Pour Jean Paul Marthoz, il y a « *un seuil d'aseptisation au-delà duquel on entre dans la propagande (...). La publication de certaines photos de souffrance est nécessaire pour refléter la réalité* <sup>173</sup> ». Gloria Emerson, photojournaliste envoyée au Vietnam disait qu'il faut « *rendre la guerre imaginable* », si la souffrance est invisibilisée alors personne ne s'indignera. Par exemple, nous pouvons prendre le cas du génocide au Rwanda en 1994. Il s'est révélé être un « *trou noir médiatique* <sup>174</sup> » (Réra, 2014). Plusieurs facteurs empêchent la publication de preuves visuelles : indifférence occidentale, conflit bosniaque, difficultés techniques, dangerosité. Dans le cas de Daesh, la difficulté est tout autre : celle de l'impossibilité de produire de la photographie, l'obligation de montrer la violence par les réalisateurs même de cette violence. La problématique particulière à Daech est qu'il s'agit d'images de violence produites par eux-mêmes.

Certains photojournalistes militent pour un autre usage de la photographie : « *on ne parle que de ce qui touche quelques milliers de personnes, c'est-à-dire les combattants sur le front. Les reportages tournent souvent autour des offensives, des lignes de défense, des arrivées d'une katiba, des blessés et des morts...* <sup>175</sup> », dénonce le photojournaliste syrien Ammar Abd Rabbo. Il a notamment réalisé un photoreportage sur la vie quotidienne à Alep, sans armes ni « violence » afin de montrer comment vivent les trois millions d'habitants dans la ville divisée entre les forces révolutionnaires et les forces gouvernementales. Florent Barnades parle lui d'« *évoquer un conflit par une autre approche, plus symbolique et moins frontale* <sup>176</sup> ». Ainsi, photographier l'exil des populations est un moyen d'informer sur les

---

<sup>173</sup> Jean Paul Marthoz, *En première Ligne : le journalisme au cœur des conflits*, op.cit., 2018.

<sup>174</sup> Nathan Réra, *Entre crise moral et malaise esthétique, les médias, le cinéma et la photographie à l'épreuve du génocide des Tutsies*, Les Presses du réel, 2014.

<sup>175</sup> Aline Manoukian, « Pour en finir avec la presse « kalachnikov » », *La Revue des médias*, INA, entretien de Abd Rammo, 28/07/2014.

<sup>176</sup> Florent Barnades, « La fin du photojournalisme de guerre », *Medium*, n°34, 2013.

exactions de l'Etat islamique en usant de photographies de photojournalistes, sans avoir à avoir recours aux images de propagande. Cela dit aussi quelque chose de la violence. Par exemple, dans l'article du *Monde*, « Les chrétiens de Mossoul racontent leur expulsion froide et implacable<sup>177</sup> », l'image n'est pas celle d'une expulsion, mais l'on comprend que la personne



Une famille chrétienne ayant fui Mossoul s'est réfugiée dans le sous-sol d'une église d'Erbil. Ici, le 22 juillet. LAURENT VAN DER STOCKT POUR LE MONDE



Une réfugiée syrienne vend des tickets de loterie, dans un quartier de Beyrouth. SPENCER PLATT / GETTY

présente sur la photographie vit dans un lieu temporaire et est en souffrance. Dans un second article du *Monde*<sup>178</sup>, la photographie illustre le racisme et la méfiance vécue par des Syriens installés à Beyrouth. Cela s'approche du concept de « journalisme de paix », qui « ne se limite pas à décrire la violence en cours, mais insiste sur les conséquences à moyen et à long terme des conflits (...), (traumatismes psychologiques, invalides, mines, réfugiés et migrations)<sup>179</sup> », (Marthoz, 2018).

Enfin, quant à la représentation de la mort en zone de conflits, on constate que les choix iconographiques de ce terrain suivent une certaine continuité dans les différentes

formes de monstrations de la mort, qu'il s'agisse d'images professionnelles ou de propagande. Celles-ci peuvent être divisées en trois temps : « la mort en deçà », « la mort dans l'instant mortel » et la mort « au-delà » (Jankelevitch, 1977). C'est surtout « la mort au-delà de la mort [qui] apparait le plus souvent, et ce, notamment dans le cas de la mort de masse, de la mort anonyme »<sup>180</sup> (Florea, Rabatel, 2011). Nous pourrions illustrer cela avec deux reportages réalisés par *Libération* et publiés le 22 novembre 2018 et le 14 mars 2021.

<sup>177</sup> Rémy Ourdan, « Les chrétiens de Mossoul racontent leur expulsion froide et implacable », *Le Monde*, 24/07/2014.

<sup>178</sup> Benjamin Barthe, « Les réfugiés syriens de Beyrouth survivent dans la peur des violences », *Le Monde*, 30/09/2014.

<sup>179</sup> Jean Paul Marthoz, *En première ligne : le journalisme au cœur des conflits*, op.cit., 2018, p.217.

<sup>180</sup> Marie Flaure Florea, Alain Rabatel, « Les modes de re-présentation de la mort et leurs enjeux dans la construction de l'évènement », *Questions de Communication*, n°20, 2011, p.11.



### 3.1.2 Chartes déontologiques, dignité humaine et devoir d'information : quel respect ? quelle réalité ?

Chaque conflit soulève des enjeux et des problématiques quant à sa couverture médiatique et au travail journalistique. Cela représente un signe de vitalité et de possibilités d'amélioration. Le cas des terrains de l'EI se révèle mettre en question de nouveaux enjeux, tel l'afflux d'images, la propagande numérique et la réponse journalistique à avoir. « *Notre premier réflexe, lorsque nous recevons par exemple une vidéo montrant la décapitation d'un otage, serait de ne rien diffuser afin de ne pas relayer la sanglante propagande de l'EI. Mais à partir du moment où ces images contiennent une information, nous sommes dans l'obligation, en tant qu'agence de presse, de les utiliser* » « *Avec la difficulté permanente de garder l'équilibre entre le devoir d'informer et la nécessité d'assurer la sécurité de nos reporters, le souci de préserver la dignité des victimes exhibées par les extrémistes, et la nécessité de ne pas servir de relais à une propagande haineuse et ultraviolente*<sup>181</sup> », explique Michèle Leridon, directrice de l'AFP de 2014 à 2019. Face à ces enjeux, la question de la dignité s'est révélée intéressante. Jusqu'alors, la monstration de la mort était soit montrer pour informer, soit euphémisée pour « esthétiser ». C'est sans doute un des premiers conflits où le choix de se ranger du côté de la dignité a été fait par de nombreuses rédactions pour ne pas servir la propagande. Par exemple, dans l'article d'Hélène Sallon dont nous parlons précédemment<sup>182</sup>, l'image accompagnant le sujet est celles d'hommes les uns derrière les autres, pointés par un

<sup>181</sup> Michelle Léridon, « Un blog de Michèle : Couvrir l'« Etat islamique », *AFP Making-off*, 4/05/2021.

<sup>182</sup> Hélène Sallon, « en Irak, l'EIIL déculpe la terreur grâce à internet », *Le Monde*, 16/06/2014.

homme armé. Le plan est resserré et les visages des victimes ne sont pas visibles, la journaliste parle aussi d'une autre image, sur laquelle « *des hommes alignés dans la même position gisent, le haut du corps maculé de sang* ». Si « *Publier ou non est en soi un acte* » (F. Jost, 2016), ici, choisir l'est aussi.

Ainsi, si « *suivant une logique d'euphémisation de la violence, les armées occidentales ont, depuis le Viêtnam, cherché à contrôler les images d'information en évitant de montrer les morts* <sup>183</sup> » (Mercier, 2004) avec le contexte de Daech se produit l'inverse, le groupe produit et

transmet un nombre conséquent d'images de morts et c'est là une tentative d'inversion d'influence de l'information. Certaines rédactions ont fait le choix de ne pas montrer les exécutions ou les prémices des exécutions. Selon Éric Rohde, « *tout ce qui s'accomplit et qui échappe aux membres de la Cité ne mérite pas d'être porté à leur connaissance* <sup>184</sup> ». Mais au-delà de



Image publiée le 14 juin sur un site djihadiste montrant la capture de membres des forces de l'ordre irakiennes par l'EIL. AP

porter à la connaissance, ce sont davantage les façons de porter l'information au public – la Cité – qui est important. C'est pourquoi concernant les exécutions filmées, plusieurs rédactions ont fait le choix de montrer autre chose de la victime que son exécution, dans une logique où « *les représentations de la vie peuvent parfois venir remplacer les représentations de la mort* <sup>185</sup> » (Florea, Rabatel, 2011). C'est notamment ce que souligne Rawaa Augé qui préconise d'essayer « *de remplacer les images des otages par leurs images avant leur captivité par respect pour leur dignité* ». Ce choix éditorial, soutenue par l'ancienne directrice de l'AFP, est fait par



<sup>183</sup> Arnaud Mercier, « Guerre et médias, permanences et mutations », *Raisons politiques*, 2004, p.103.

<sup>184</sup> Éric Rohde, *L'éthique du journalisme*, op.cit., 2020.

<sup>185</sup> M.L. Florea, A. Rabatel, « Les modes de re-présentation de la mort et leurs enjeux dans la construction de l'événement », op.cit., 2011, p.11.

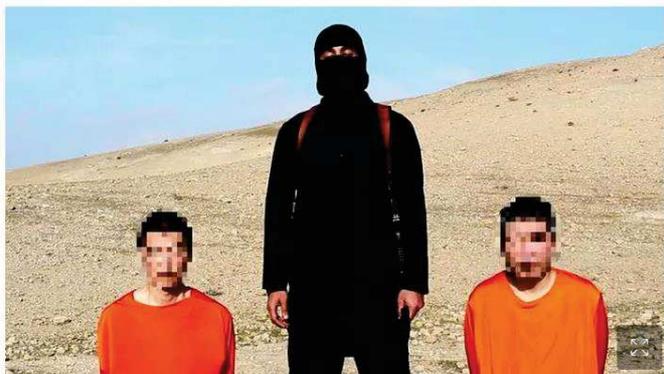
plusieurs rédactions. Nous pourrions noter l'article « l'Etat islamique revendique la décapitation d'un otage britannique<sup>186</sup> » de *Libération*, au sujet du travailleur humanitaire, Alan Henning. La vidéo de propagande est décrite. Elle explique que l'homme « *est vêtu de la même tenue orange que les victimes précédentes* », qu'il « *ne prononce qu'une brève phrase* » et que l'enregistrement dure « *une minute et onze secondes* ». Aucun extrait n'est publié. La photographie de l'article est celle de la victime avant sa captivité, fournie par le



Steven Sotloff (au centre, portant un casque) en reportage en Libye dans la région de Misrata, en juin 2011. AFP/ETIENNE DE MALGLAIVE

ministère des Affaires étrangères britanniques à l'AFP, selon la légende. *Le Monde* semble choisir la même politique éditoriale et publie, par exemple, lors de l'exécution de Steven Sotloff, un journaliste américain de 32 ans, une photographie de l'homme en reportage. En parallèle, l'article<sup>187</sup> décrit la vidéo mise en ligne par l'Etat islamique : « *la mise en scène et le décor sont quasiment identiques que lors de l'assassinat de James Foley. Paysage désertique, supplicie en tenue orange, les mains liées dans le dos et visiblement contraint de faire une déclaration sous la dictée de ses ravisseurs* ».

Reste aux organes de presses et aux directeurs de rédactions, la pleine décision du montrable ou non. Le choix éditorial de montrer les victimes dans d'autres circonstances n'est pas fait par toutes les rédactions. *Le Figaro*, dans l'article « l'état islamique menace d'exécuter deux otages japonais<sup>188</sup> », fait le choix d'utiliser une image tirée de la vidéo de propagande, sur laquelle les visages des victimes sont floutés. *L'Express* publie lors de la mort de David Haines, un travailleur humanitaire britannique, une capture d'écran de la victime avant son exécution, sans



Une capture de la vidéo diffusée mardi par l'Etat islamique.

flouter son visage. C'est un choix assez singulier dans les rédactions françaises où prime davantage le respect de la dignité des victimes que dans les rédactions anglophones et étrangères, dans lesquelles « *l'urgence d'une couverture médiatique potentiellement*

<sup>186</sup> « L'état islamique revendique la décapitation d'un otage britannique », *AFP Libération*, 3/10/2014.

<sup>187</sup> Christophe Ayad, « l'Etat islamique assassine un deuxième journaliste américain et menace un otage britannique », *Le Monde*, 02/09/2014.

<sup>188</sup> « L'Etat islamique menace d'exécuter deux otages japonais », *Le Figaro*, 20/01/2015.

*plus éthique ne se pose pas*<sup>189</sup> ». L'enjeu est de savoir si le choix éditorial de publier ces images est motivé par l'information qu'elles apporteraient au texte ou si cela est davantage motivé par une logique d'audience. En effet, « *diffuser des contenus violents, ou qui attisent la violence, peut ainsi permettre de capter l'attention du public. Certains médias, et les réseaux sociaux, utilisent ce biais pour générer de l'audience*<sup>190</sup> ». Selon Abdelaslem El Difraoui, il peut aussi y avoir une forme de corrélation malsaine dans la diffusion de telles images qui représenterait une « *coalition d'intérêts : le spectaculaire donne de l'audimat*<sup>191</sup> ». Il y a donc, en fonction des rédactions, une forme de dualité entre « *pudeur iconographique* » et « *monstration explicite*<sup>192</sup> » (Garcin-Marrou, Hare, 2019).

Surtout, se pose l'enjeu de la dignité accordée en fonction du lieu de l'information, entre la Syrie et la France par exemple. *Le Monde* soulève la question des différenciations en fonction des nationalités des victimes : « *Les règles que l'on se fixe pour les otages occidentaux sont-elles valables pour les soldats et civils syriens et irakiens martyrisés par les djihadistes ?*<sup>193</sup> », nous pourrions ajouter celle en fonction du lieu de l'évènement. Par exemple, si *Le Figaro* utilise à plusieurs reprises des images tirées de vidéos de propagande de l'EI lors d'exécutions d'otages en Syrie ou en Irak, lors des attentats de 2015 à Nice et Saint-Etienne du Rouvray, le directeur des rédactions, Alexis Brézet expliquait « *nous nous interdisons de publier les clichés ou les vidéos diffusés par Daech*<sup>194</sup> ».

Finalement, la question de la dignité et des choix éditoriaux et iconographiques est une problématique intrinsèque aux conflits. Elle ne naît pas avec l'EI. *Courrier International* a par exemple réalisé un article sur la question de la dignité<sup>195</sup>, notamment dans le conflit syrien. Bien avant, l'enjeu de la dignité a secoué l'opinion publique et les médias, de la guerre du Vietnam et de ses photographies d'enfants à la guerre du Golfe et de la photographie d'un soldat carbonisé<sup>196</sup>, l'enjeu n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau cependant, dans le contexte de l'EI,

---

<sup>189</sup> W. Demuyter, « Médias : comment représenter les terroristes ? », *La Revue des Médias*, INA, 2/08/2016.

<sup>190</sup> « Les médias face à la violence », *Revue Médiation*, Fondation Hironnelles, n°7, 2021.

<sup>191</sup> Gaël Cogné, « Etat islamique, Al-Qaïda, Shebbas : les médias pris au piège de la propagande djihadiste ? », *Franceinfo*, 24/02/2015.

<sup>192</sup> Isabelle Garcin-Marrou, Isabelle Hare, « Presse écrite et évènement terroriste : routine narrative et émergence de la société civile (1995-2016) », *Le temps des médias*, Nouveau Monde Edition, n°32, 2019, p.162.

<sup>193</sup> Christophe Ayad, « Les médias face à l'« Etat islamique », *Le Monde*, 25/09/2014.

<sup>194</sup> Yohan Blavignat, « Alexis Brézet : « Il est important de nommer et d'identifier ceux qui nous combattent », *Le Figaro*, 27/07/2016.

<sup>195</sup> « Photojournalisme : les frontières du montrables sont sans cesse bousculées », *Courrier International*, 09/03/2018.

<sup>196</sup> Photographie de Kenneth Jareck, Irak, 28/02/1991 publié dans *American Photo Magazine* (1991).

c'est l'extrême monstration de la violence de la part même des belligérants et non plus par des journalistes professionnels distants. Le contexte résulte à « *un mariage forcé* », d'après l'expression de Rawaa Augé, « *ni l'un ni l'autre ne veut de ce « destin commun », mais ni l'un ni l'autre ne peut s'en libérer* <sup>197</sup> ». Cela a conduit à des choix affichés et divers de la part des rédactions pour se détacher de cette interdépendance, avec l'enjeu majeur « *d'équilibrer journalisme et militantisme* <sup>198</sup> ».

### 3.2 Des pratiques journalistiques qui se repensent

« *Tout l'art de la guerre est fondé sur la duperie* » (Sun Tsu), il faut un travail conséquent de mise en relief tant du « sujet objet » (l'EI et les territoires d'Irak et de Syrie) que du processus de production de cette information pour donner aux lecteurs à la fois les clés de compréhension d'un événement et sa confiance en son processus de production.

#### 3.2.1 Décrypter pour dépassionner

« *Il y a des vraies questions que l'on doit se poser or dans l'hyper consommation médiatique, on est pas du tout dans l'envie de rentrer dans la complexité. Il ne faut pas réduire la complexité mais dire simplement la complexité* ».

Farid El Asri

Les terrains occupés par l'EI et les actes qui y sont commis touchent particulièrement aux émotions, aux passions, par la diffusion d'images et la cruauté des actes mis en spectacle. Face à cela, les journalistes doivent rationaliser l'information et le travail journalistique est complexe, il vise à simplifier la complexité de l'information qu'il possède et à l'exposer de façon sûre et compréhensible. Nous l'avons déjà développé par le prisme de la photographie. Ils ont un impact conséquent sur l'opinion public, « *Si les événements du monde sont préalables à leur saisie médiatiques, les récits de presse exercent à leur tour une influence sur le public, dans une forme de boucle mimétique*<sup>199</sup> » (Lits, Desterbecq, 2017). Ainsi, le devoir d'analyse est double, à la fois pour le journaliste lui-même, qui « *recèle une exigence interne d'exactitude et de précision et assigne au journaliste l'obligation de savoir tout ce qui est possible sur le sujet qu'il traite* <sup>200</sup> » (Rohde, 2020) mais aussi pour le récepteur de l'information, afin de

---

<sup>197</sup> Rawaa Augé, « Daech et les médias : coulisse d'un mariage forcé », op.cit., 2016, p.216.

<sup>198</sup> Id, p.221

<sup>199</sup> Marc Lits, Joëlle Desterbecq, *Du récit au récit médiatique*, Info&com, De Boeck Supérieur, 2017.

<sup>200</sup> Éric Rohde, « L'éthique du journalisme », op.cit., 2020.

donner « *des éléments de compréhension objectifs sur ce sujet* <sup>201</sup> » (Nasr, 2016), car la mise en perspective de l'information est un travail majeur, dont l'impact sur la réception n'est pas négligeable.

« *L'engagement du journalisme impose (...), au-delà de la louable indignation devant la terreur et la souffrance, un devoir de connaissance. En refusant de regarder la complexité du monde, en ignorant les facteurs politiques historiques ou économiques, en se focalisant sur les victimes et sur elles seules, les journalistes courent le risque de ne pas identifier les vraies origines de ces violations* »<sup>202</sup> (Marthoz, 2018), en d'autres termes, une des nécessités majeures du journalisme est de dépassionner le sujet. Au-delà de l'évènement, il faut « *donner des filtres pour analyser les angles morts* », selon Farid El Asri, et ainsi, sortir de l'émotion pour donner aux lecteurs les clés de compréhensions d'une information perçues par certains comme irrationnelle ou vide d'explications, et « *les journaux ne laissent souvent à leurs lecteurs qu'un souvenir furtif d'événements horribles et insensés* », (Nieman Reports, winter 1992). Dans le contexte de l'EI, on retrouve dans plusieurs articles le choix de prendre le contre-pied des croyances générales sur l'organisation. Par exemple, *L'OBS* dans un article conséquent et fourni, note que « *loin d'être une orgie de sadisme anarchique, la terreur imposée par Daech apparaît comme une politique systématique qui obéit aux idées mises en avant dans la littérature djihadiste* <sup>203</sup> ». Dans le même schéma, *Les Echos* écrivent « *il existe bien un projet - politico-religieux - de « l'Etat islamique », que l'on a toujours tendance à négliger, ou que l'on refuse de voir, en parlant uniquement d'une troupe d'égorgeurs, de barbares, d'assassins inhumains* <sup>204</sup> ». Cette rationalisation du sujet passe par l'explication complète et exigeante du phénomène, et le piège serait de n'y voir que les revendications islamistes. L'organisation, comme proto état, est une manne financière engagée dans des relations économiques souterraines et complexes avec d'autres acteurs, locaux et extérieurs. *Libération* explique notamment : « *L'EIIL ne semble pas bénéficier de l'aide ouverte d'un Etat et dépend de donateurs individuels, la plupart dans le Golfe, notamment au Koweït. En Irak, le groupe est soutenu aussi par de riches personnalités tribales* <sup>205</sup> ». Aussi, de nombreux médias ont choisi d'approfondir ces sujets par le prisme de question : « *comment l'état islamique est né dans un*

---

<sup>201</sup> Wassim Nasr, « La violence, une fin ou un moyen pour l'État islamique ? », *Inflexions*, n° 31, 2016.

<sup>202</sup> Jean Paul Marthoz, *En premières Lignes : le journalisme au cœur des conflits*, op.cit., 2018, p.195.

<sup>203</sup> « Administration, police, communication ... Daech, les rouages d'un quasi-état », *L'OBS*, 14/11/2015.

<sup>204</sup> R.P. Droit, « L'anti-Etat islamique », *Les Echos*, 12/09/2014

<sup>205</sup> Jean Pierre Perrin, « D'où vient l'EIIL en Irak et au Levant ? », *Libération*, 12/06/2014.

*camp de prisonniers américain ? » (L'OBS), « D'où vient l'Etat Islamique en Irak et en au Levant ? » (Libération), « L'EIL en trois questions » (Le Monde).*

Selon Farid El Asri, « *Le journaliste rigoureux ne s'intéresse pas seulement à l'épiphénomène de l'actualité, il explique la provenance et la profondeur. Si l'on observe, Daech a émergé et on a oublié Al Qaeda. Les journalistes peuvent anticiper les questions de fonds.* ». Daech n'apparaît pas comme un phénomène inattendu : « *Quoiqu'il ait suscité la stupeur collective, l'assaut des combattants de l'EI était amplement prévisible*<sup>206</sup> », (Benraad, 2014). Wassim Nasr analyse ce même manque de recul : « *La bêtise qu'on a fait c'est de simplifier à outrance : il n'y a eu aucune profondeur historique. C'est une défaillance, surtout des journalistes, alors que c'est eux qui sondent l'opinion* ».

D'après notre analyse, les rédactions de presse écrite semblent aujourd'hui s'intéresser aux questions d'anticipation. Peut-être dans une trop faible mesure, à la vue de l'importance du sujet, mais nous dénombrons plusieurs reportages et analyses sur les partisans de Daech, mais aussi sur la problématique des enfants. *Le Monde* par exemple réalisait une analyse sur l'enfermement dans les camps des femmes djihadistes et le renouvellement possible d'un califat<sup>207</sup>. Il réalisait aussi une infographie sur la situation des enfants syriens<sup>208</sup>. Plus récemment, la journaliste Rachida El Azzouzi a réalisé pour Médiapart un reportage « *En Irak, « la bombe à retardement » des enfants apatrides de Daech* ». Sémantiquement, l'usage de ces termes tel « bombe à retardement » laisse apparaître l'idée d'anticipation. D'un point de vue technique, ce retour des reportages sur Daech en Irak est possible par le retour d'une certaine « stabilité » et la possibilité de réaliser des sujets dans les camps.

L'importance maintenant, serait de ne pas tomber dans une « *média fatigue*<sup>209</sup> » (Gerner/schrodt, 1998). Si l'on superpose leur analyse sur notre cas, plusieurs éléments laissent craindre un dénouement similaire. Ils expliquent notamment, au sujet de la couverture médiatique de l'intifada en Palestine, que la couverture médiatique a pu s'essouffler en raison d'autres événements sur d'autres terrains, qui viendraient créer une « *concurrence d'autres*

---

<sup>206</sup> Myriam Benraad, « L'État islamique : anatomie d'une machine infernale ». *Revue internationale et stratégique*, n°96, 2014, p.29.

<sup>207</sup> Hala Kodmani, « Le califat de l'Etat islamique se perpétue dans les camps du Nord-Est syrien », *Le Monde*, 20/03/2021.

<sup>208</sup> C. Hennion, F. Holzinger, E. Dedier, V. Denys et V. Simonnet, « Syrie : les enfants, une génération sacrifiée », *Le Monde*, 16/03/2021.

<sup>209</sup> D. Gerner, A. Schrodt, *The Effects of Media Coverage on Crisis Assessment and Early Warning in the Middle East. Early Warning and Early Response. Columbia University Press - Columbia International Affairs Online*, 1998.

*événements d'actualité*<sup>210</sup> », notamment, à l'époque, la chute des pays d'URSS. À l'heure actuelle, nous pouvons observer cette forme de « roulement » de l'actualité, après la chute des territoires « officiels » de Daech, il y eut l'arrivée au pouvoir du régime taliban en Afghanistan (août 2021) puis, à peine un an plus tard, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, désormais le conflit au Soudan, etc. L'importance n'est pas de hiérarchiser ces informations et la couverture médiatique de ces sujets, mais d'être vigilant face à une possible « *média fatigue* » et un oubli de la question des territoires de Syrie et d'Irak, dans un contexte géopolitique international incertain.

### 3.2.2 « *Le djihadisme n'est pas le paradis des reporters* » : face aux difficultés, faire preuve de transparence

Le processus avant que les lecteurs aient sous les yeux l'information est long et censé être rigoureux. À partir d'une information jugée par le journaliste ou la rédaction utile et importante pour le public, celle-ci est vérifiée, contextualisée, organisée, etc. En bref, elle passe un panel de filtres, comme nous l'expliquions dans la partie précédente. Les conditions de travail auxquelles ont fait face les rédactions pour choisir ou non si l'information est nécessaire d'être portée à l'attention du public, souvent en raison de problématiques déontologiques dans le cas de l'EI, sont exposées dans une forme de partage des enjeux internes. En d'autres termes, les rédactions ont tenté de développer ce que Claire Sécail nomme « *l'ouverture de leurs espaces de réflexivité* <sup>211</sup> ».

Un des éléments sur lesquels les médias proposent une forme d'auto critique du système médiatique – y compris du leur – porte sur la rapidité de l'information. En effet, la recherche de la rapidité peut nuire à « *d'autres exigences, le devoir de rigueur, la vérification nécessaire, l'indispensable mise en perspective*<sup>212</sup> », (Balle, 2016). Et cette recherche de rapidité aux risques de troubler l'analyse n'est pas nouvelle, après les attentats du 11 septembre 2001 notamment, il fut reproché aux médias que « *peu importait, une fois de plus, le contenu énoncé, la vérification de l'information, le recoupement des sources* <sup>213</sup> ». L'image primait sur le recul et ils proposèrent « *une*

---

<sup>210</sup> "Competition from other news events"

<sup>211</sup> François Quinton, « Terrorisme : les médias pris en étau entre les attentes du public et celles des autorités », *La revue des médias*, INA, 2020.

<sup>212</sup> Balle, F. (2020). Chapitre III. Les médias en question », *Les médias*, Presses Universitaires de France, 2020, p.87.

<sup>213</sup> Lits, Marc, et al. « Chapitre 1. De l'information en temps de guerre », *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*. De Boeck Supérieur, 2004, p.15.

*immersion dans l'évènement basée sur une grille de lecture dominée par l'émotion*<sup>214</sup> », (Lits, 2004). Bien que le contexte soit différent, le risque de la rapidité fut le même dans le cas de l'Etat islamique et avec lui, des erreurs éditoriales et déontologiques. Relativement tôt, en 2014, dans un article d'analyse<sup>215</sup>, *Le Monde* écrit au sujet de l'EI que « souvent, les questions ne sont posées et réglées que dans l'urgence, au risque de l'incohérence et du dérapage » ou encore que « tout le monde tâtonne, avance au cas par cas ». Comme *Le Monde*, dans l'article : « Etat islamique, Al-Qaïda, Shebabs, ... les médias pris au piège de la propagande djihadiste ? »<sup>216</sup>, *France Info* note que « l'information en continu laisse peu de temps pour prendre une décision ».

Ces choix de transparence représentent une plus-value bénéfique, qui peut permettre de lutter contre la crise de confiance qui s'enracine envers les médias. On l'a longuement vu dans ce travail de recherche : le conflit en Syrie et en Irak a conduit à des réflexions éditoriales qui n'ont pas toujours aboutit, mais montrer le processus de réflexion qui les entoure permet de lutter contre les méfiances du public. La question du « black-out » abordé par « certains journalistes de la presse écrite »<sup>217</sup> en est un bon exemple. Si ce choix avait été appliqué, il aurait été un synonyme d'un échec à rendre compte d'un terrain et d'un sujet complexe. Mais montrer que cette réflexion est intervenue est une capacité à montrer les limites de la profession et les raisons des choix, ou des non-choix, éditoriaux. Rappeler au public qu'il est intégré dans les choix des rédactions permet de balayer – en partie – les rumeurs de manipulations, d'arrangements politico-médiatiques, etc. « Ne pas en parler ne ferait que nourrir les soupçons d'entente », note dans l'article précédent *Franceinfo*. Cesser d'informer ou faire preuve d'une trop grande retenue pourrait participer à encourager « le risque d'un confortement de la mentalité complotiste », rappelle le web média *Slate* dans son article « Les médias doivent-ils jouer un rôle actif dans la guerre psychologique contre Daech ? »<sup>218</sup>. En clair, pour lutter contre les méfiances des publics, « l'information-média doit le moins possible être délivrée comme jaillissant d'une boîte noire dont personne ne connaîtrait le mécanisme interne ; au contraire, elle

---

<sup>214</sup> Id.

<sup>215</sup> Christophe Ayad, « Les médias face à l'Etat islamique », *Le Monde*, 25/09/2014.

<sup>216</sup> Gaël Cogné, « Etat islamique, Al-Qaïda, Shebabs, ... les médias pris au piège de la propagande djihadiste ? », *Franceinfo*, 24/02/2015.

<sup>217</sup> Rawaa Augé, « Daech et les médias : coulisses d'un mariage forcé », op.cit., 2016, p. 217.

<sup>218</sup> J.L. Cassely, « Les médias doivent-ils jouer un rôle actif dans la guerre psychologique contre Daech », *Slatefr*, 28/07/2016.

*doit le plus possible être livrée avec la mention des conditions de son élaboration*<sup>219</sup> » (Rodhe, 2020).

Finalement, cette ouverture des espaces de réflexions journalistiques n'est pas un choix inédit. Lors de la guerre du Golfe, « *Les réflexes professionnels sont réfléchis et assumés, mis en avant également* » pour répondre aux attentes du public et expliquer les choix<sup>220</sup> ». Mais si ce n'est pas nouveau, c'est un signe de vitalité et de capacité à penser sa propre profession.

## CONCLUSION

Au terme de ce mémoire, nous voyons donc que ce terrain de conflit n'est pas un espace de travail et un sujet complètement inédit pour les journalistes. Il est davantage le résultat condensé de nombreuses difficultés déjà rencontrées mais cette fois-ci exponentielles, alimenté par l'asymétrie du conflit.

L'insécurité croissante, le recours aux prises d'otages, l'absence de l'image de neutralité que dégagent les journalistes, les restrictions d'accès sont des signaux graves et alarmants sur les dangers encourus par les journalistes, trop régulièrement au prix de leur vie. A cela, faut-il rajouter que le fonctionnement économique de la presse est un facteur pouvant aggraver des conditions sécuritaires déjà extrêmes, poussant les plus précaires, les moins préparés et les plus jeunes à davantage s'exposer au danger.

Techniquement, il aura donc fallu dans pareil environnement tenter de réaliser des reportages éclairants, en trouvant des sources de tout bord : victimes, combattants, militants. Pour cela, les technologies et les réseaux sociaux auront permis sans doute plus que dans tous les conflits de continuer à faire témoigner, même à distance des voix étouffées afin de continuer à alimenter des territoires en vases-clos.

Déontologiquement, il aura fallu jongler avec les tentatives communicationnelles puissantes et l'ultra performance technologique mises à l'œuvre par l'EI sans tomber dans la partialité et le militantisme. Il aura aussi fallu répondre à l'exigence des lecteurs sans servir pour autant de discours officiel ni déroger aux valeurs de la liberté de la presse, pour traiter d'un sujet dont la passion peut parfois prendre le pas sur la réflexion. Le tout, en essayant d'offrir l'information

---

<sup>219</sup> Éric Rohde, *L'éthique du journalisme*, op.cit., 2020.

<sup>220</sup> Lits, Marc, et al. « Chapitre 1. De l'information en temps de guerre », *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*, op.cit, 2004, p.17.

la plus exhaustive, la plus complète et la plus exigeante, avec le souci de la rapidité mais le rejet de l'instantanéité de l'information et de ses conséquences dans la compréhension d'un sujet aussi complexe que l'Etat islamique.

Ainsi, le traitement des territoires occupés par Daech aura fait couler de l'encre, mit les rédactions et les journalistes en difficultés, parfois en opposition, face aux enjeux de la profession. Mais c'est aussi symbolique de l'importance d'une presse ouverte et honnête : questionner les pratiques, les enjeux et les difficultés lors de conflits, comme questionner celles des conflits précédents et des prochains, permet de montrer la vitalité du métier et sa capacité d'adaptation.

C'est sans doute sa capacité d'adaptation et de résilience qui aura permis de continuer à transmettre l'actualité syrienne et irakienne pendant cette période, qui ne peuvent rester dans l'angle mort de l'information. Malgré la crise que traverse la presse, celle-ci a historiquement un impact sur l'opinion publique et les stratégies politiques. Dans un contexte où les événements sont trop souvent instrumentalisés à des fins politiques, comme le montre l'impact du séisme en Syrie et en Turquie du 6 février sur les rapprochements diplomatiques de Bachar Al Assad dans le monde arabe, et depuis sa réintégration, la presse et le travail des journalistes, représentent le bras armé de la recherche de la réalité, afin d'éclairer sur la vérité.

## CORPUS

### *Le Monde*

Christophe Ayad, « Abou Bakr Al Bagdadi, le nouveau Ben Laden », *Le Monde*, 29/05/2014

Christophe Ayad, « La Syrie reste un piège à otages », *Le Monde*, 06/01/2014.

« L'EI diffuse une vidéo montrant l'otage britannique John Cantlie en vie », *Le Monde*, 18/09/2014.

Christophe Ayad, « *Les médias face à l'Etat Islamique* », *Le Monde*, 25/09/2014.

Benjamin Barthe, « A Rakka, des citoyens journalistes résistent », *Le Monde*, 13/11/2014.

Hélène Sallon, « A Mossoul, sous le joug de l'EI, « on a vécu dans la peur » », *Le Monde*, 22/11/2016.

Allan Kaval, « la lutte contre l'Etat Islamique impose le PKK comme puissance régionale », *Le Monde*, 09/09/2014

Allan Kaval, « Mossoul, un an dans les griffes de l'Etat Islamique », *Le Monde*, 24/06/2015.

Hélène Sallon, « Syrie : l'interminable chute de Baghouz et de ce qu'il reste du « califat » de l'EI », *Le Monde*, 18/03/2019.

Hélène Sallon, « Les visages des enfants du djihad de Syrie », *Le Monde*, 14/03/2019.

Allan Kaval, « Dans le nord-est de la Syrie, la mort lente des prisonniers djihadistes », *Le Monde*, 31/10/2019.

Adrien Sénécat, « Qui sont les 1 900 Français « concernés » par le djihad en Syrie et en Irak ? », *Le Monde*, 18/05/2016.

Marc Antoine Pérouse de Montclos, « Le mirage d'un djihad global en Afrique », *Le Monde*, 20/04/2018.

Hélène Sallon, « En Syrie, la question du rapatriement divise les Françaises djihadistes du camp de Roj », *Le Monde*, 12/08/2021.

Hélène Sallon, « en Irak, l'EIIL déculpé la terreur grâce à internet », *Le Monde*, 16/06/2014.

Rémy Ourdan, « Les chrétiens de Mossoul racontent leur expulsion froide et implacable », *Le Monde*, 24/07/2014.

Benjamin Barthe, « Les réfugiés syriens de Beyrouth survivent dans la peur des violences », *Le Monde*, 30/09/2014.

Christophe Ayad, « l'Etat islamique assassine un deuxième journaliste américain et menace un otage britannique », *Le Monde*, 02/09/2014

Hala Kodmani, « Le califat de l'Etat islamique se perpétue dans les camps du Nord-Est syrien », *Le Monde*, 20/03/2021.

C. Hennion , F. Holzinger , E. Dedier , V. Denys et V. Simonnet, « Syrie : les enfants, une génération sacrifiée », *Le Monde*, 16/03/2021.

### ***Libération***

Sébastien Boussois et Hasna Hussein, *Libération*, « Daech, l'armée médiatique gagne du terrain », 9/04/2017.

Hala Kodmani, « Ville rebelle, Raqqa brûle-t-elle ? », *Libération*, 28/09/2013.

Edith Bouvier, « A Raqqa, « on était déjà un peu morts de toute façon », *Libération*, 30/08/2017.

Jean Pierre Perrin, « Les derniers chrétiens de Mossoul, cible des jihadistes », *Libération*, 23/06/2014.

Hala Kodmani, « A Raqqa, ils nous terrorisent le jour, on les effraye la nuit », *Libération*, 1/12/2015

Luc Mathieu, « Aux portes de Baghouz, reliquat du Califat », *Libération*, 7/02/2019.

« L'état islamique revendique la décapitation d'un otage britannique », *AFP Libération*, 3/10/2014.

Jean Pierre Perrin, « D'où vient l'EIL en Irak et au Levant ? », *Libération*, 12/06/2014.

### ***L'OBS***

Sarah Diffalah, « « Le trou noir de l'information » : comment être journaliste sous Daech ? », *L'OBS*, 12/01/2016

Jean Pierre Filiu, « Un journaliste allemand chez Daech : idiots utiles et propagande djihadiste », *L'OBS*, 21/11/2016.

Camille Polloni, « L'Etat Islamique vu par Vice : commentaire d'un reportage inédit », *L'OBS*, 25/08/2014.

« Administration, police, communication ... Daech, les rouages d'un quasi-état », *L'OBS*, 14/11/2015.

### ***Le Figaro***

Samuel Forey, « Et soudain le monde éclate », *Le Figaro*, 26/06/2017.

Samuel Forey, « La police des mœurs féminine de Daech », *Le Figaro*, 5/03/2017.

R. Gauron, « les dessous de l'exécution par Daech de 22 soldats syriens », *Le Figaro*, 10/12/2014.

« L'Etat islamique menace d'exécuter deux otages japonais », *Le Figaro*, 20/01/2015.

Yohan Blavignat, « Alexis Brézet : « Il est important de nommer et d'identifier ceux qui nous combattent », *Le Figaro*, 27/07/2016.

### ***L'Humanité***

Francesca Borri, « Voyage en enfer dans l'état d'Alep », *L'Humanité*, 19/11/2013.

« Et la Syrie est passée de la barbarie à l'apocalypse » des syriens au Liban témoignent », *L'Humanité*, 29/12/2014

### ***L'Express***

Catherine Gouëset, « Les kurdes font (presque) l'unanimité dans la lutte contre Daech », *L'Express*, 02/12/2015

Catherine Gouëset, « Nalin Afrin, "Amazone" kurde de Kobané : mythe et réalité », *L'Express*, 21/10/2014.

### ***Challenges***

Richard Cannavo, *Challenges*, « En Syrie, ces combattantes kurdes résistent à Daech », 06/03/2016.

### ***Les Echos***

R.P. Droit, « L'anti-Etat islamique », *Les Echos*, 12/09/2014

### ***Courier International***

« Allemagne, « dix jours avec Daech » : enquête ou propagande ? », *Courier International*, 20/01/2016.

« Photojournalisme : les frontières du montrables sont sans cesse bousculées », *Courrier International*, 09/03/2018.

### ***Madame Figaro***

M.C Bougère, « Les peshmergas et la glamourisation des femmes soldats », *Madame Figaro*, 23/10/2014.

### ***The Guardian***

S. Grey, « A lack of cover », *The Guardian*, 15/06/2009.

### ***France Info***

Mohamed Berkani, « des déserteurs de Daech : « on s'est retrouvé à tuer des civils musulmans », *France Info*, 24/09/2015.

Gaël Cogné, « Etat islamique, Al-Qaïda, Shebbas : les médias pris au piège de la propagande djihadiste ? », *Franceinfo*, 24/02/2015

### ***Vice News***

Medyan Dariéh, *Vice*, “Grooming children for jihad: The Islamic State”, 8/08/2014

### ***Slate***

J.L. Cassely, « Les médias doivent-ils jouer un rôle actif dans la guerre psychologique contre Daech », *Slatefr*, 28/07/2016.

### ***AFP MAKING OFF***

« Un blog de Michel : couvrir l'Etat islamique », *AFP Making Off*, 04/05/2021.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Ouvrages**

Marc Hecker Elie Tenenbaum, *La guerre de vingt ans, Djihadisme et contreterrorisme au XXIème siècle*, Arrion, Robert Laffont, 2022.

Arnaud Mercier, *Guerre et médias : permanences et mutations*, Raisons Politiques, 2004

Jean Paul Marthoz, *En première ligne : Le journalisme dans les conflits*, Madraga, 2018.

Olivier Roy, *Le djihad et la mort*, Editions du Seuil, 2016.

Daniel Dayan, *La terreur spectacle. Terrorisme et télévision*, De Boeck Supérieur, 2006.

Lits, Marc, *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*. De Boeck Supérieur, 2004.

Gilles Kepel, Thomas Hegghammer, Stéphane Lacroix, Jea-Pierre Milelli, Omar Saggi, *Al Qaida dans le texte*, Presses Universitaires de France, 2008.

## Articles

François Quinton, Isabelle Didier, Philippe Raynaud, « On donne à Daesh une importance démesurée », *La revue des médias, INA*, 31/03/2016.

Christian Delporte, « Quand l'information devient instantanée », *La revue des médias, INA*, 2016.

Rémy Ourdon, « La règle de base, c'est toujours d'aller voir », *La revue des médias INA*, 20/08/2018.

Aline Manoukian, « Pour en finir avec la presse « kalachnikov » », *La Revue des médias, INA*, entretien de Abd Rammo, 28/07/2014.

W. Demuyter, « Médias : comment représenter les terroristes ? », *La Revue des Médias, INA*, 2/08/2016.

François Quinton, « Terrorisme : les médias pris en étau entre les attentes du public et celles des autorités », *La revue des médias, INA*, 2020.

Charles Thépaut, « Daech et la fin des « printemps » », *Le monde arabe en morceaux : Des printemps arabes au recul américain*, Paris, 2020.

Dawod, H., « Non, Daech n'est pas un État », *Revue Internationale et Stratégique*, p. 143, 2016.

Aimé-Jules Bizimana, « Le Pentagone, les médias et la guerre en Irak », *Les cahiers du journalisme*, n°15, 2006.

Antoine Char, « La montée des correspondantes de guerre », *Les cahiers du journalisme*, n°5, 2020.

Gilles Gautier, « L'expression des jugements de valeurs en journalisme », *Cahiers du journalisme*, n°12, 2003.

Aimé -Jules Bizimana, « Intégrer pour mieux surveiller les journalistes de guerre », *Les cahiers du journalisme*, n°22/23, 2011.

Marc Francioli, « Images et vérité, vérité et mensonge des images », *Les cahiers du journalisme*, n°13, 2004.

Mohamed Anouar LAHOUI, « Daech : la propagande entre supports traditionnels et numériques », *Les cahiers de la SFIC*, 11/04/2020.

Thomas Richard, « Images de violence et impératifs politiques. Représenter les djihadistes sur les écrans du monde arabe », *Le Temps des médias*, n°32, 2019.

Philippe Boulanger, « Médias et conflits armés », *Géopolitique des médias*, 2014.

Aimé-Jules Bizimana, « Les risques des journalistes dans les conflits armés », *Communication*, 2006.

Olivier Koch, « Sécurité et journalisme de guerre. Le tournant prudentiel des industriels de l'information depuis les années 1990 », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre journalismo*, n°1, 2022.

Jean François Tétu, Annelise Touboul, « L'image d'actualité, entre continuité et transformations », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre journalismo*, 2014.

Michel Klen, « La problématique des prises d'otages », *Revue Défense Nationale*, n°4, 2015

Florence Le Cam, Denis Ruellan, « Emotion de journalistes, sel et sens du métier », *Presses universitaires de Grenoble*, 2017.

Éric Neveu, « La contribution des *New Journalisms* au renouvellement du reportage politique aux États-Unis », *Mots. Les langages du politique*, 2014.

Hadj Bangali Cissé, « Alain Lallemand, Journalism Narratif en pratique », *De Boeck Supérieur, Info Com*, 2011.

Kathleen Lévesque, « Éthique journalistique : devoir d'objectivité et militantisme », *Éthique publique*, n° 2, 2004.

Jean Noël Darde, « Journalistes, ce qui se dit, ce qui se passe », *Hermès, la revue, CNRS Editions*, 1998.

Sihem Djebbi, « Émigration, immigration, transmigration ». *Les cahiers de l'Orient*, n°121, 2016.

Mathieu Guidère, « Daech en Syrie : origines et développement », *Les carnets de l'Orient*, 2016

Yeny Serrano, « Journalisme par temps de guerre civile : Aux frontières discursives de la production d'information ». *Politiques de communication*, n°1, 2013.

Olivier Grojean, « Penser l'engagement et la violence des combattantes kurdes : des femmes en armes au sein d'ordres partisans singuliers », *S'émanciper par les armes ? Sur la violence politique des femmes*, Paris, Presses de l'Inalco, 2019.

C. Boutron, M. Le Basque, « Combattantes, terroristes ou victimes ? L'engagement des femmes dans la violence armée », *Les Champs de Mars*, n° 33, 2019.

Adel Bakawam, « Les Kurdes de Daech, les raisons de la radicalisation d'une génération », *Confluences Méditerranées*, n°102, 2017.

Elodie Apard, « Boko Haram, le jihad en vidéo », *Politique Africaine*, n°138, 2015.

Sonia Le Gouriellec, « Les organisations combattantes irrégulières du Maghreb ». *Stratégie*, n°103, 2013.

Lucie Alexis, « Pour une éthique des médias, les images sont aussi des actes, François Jost, la Tour d'Aigues », *Communications & Langages*, 2016.

Jocelyne Lachance, « Chapitre 4 - La solitude du lecteur d'images », *L'école des parents*, n°624, 2017.

Susan Sontag, "Regarding the pain of others", *Diogenes*, n°201, 2003.

Nathan Réra, « Entre crise moral et malaise esthétique, les médias, le cinéma et la photographie à l'épreuve du génocide des Tutsies », *Les Presses du réel*, 2014.

Florent Barnades, « La fin du photojournalisme de guerre », *Medium*, n°34, 2013.

Marie Flaure Florea, Alain Rabatel, « Les modes de re-présentation de la mort et leurs enjeux dans la construction de l'évènement », *Questions de Communication*, n°20, 2011.

Arnaud Mercier, « Guerre et médias, permanences et mutations », *Raisons politiques*, 2004.

Wassim Nasr, « La violence, une fin ou un moyen pour l'État islamique ? », *Inflexions*, n° 31, 2016.

Myriam Benraad, « L'État islamique : anatomie d'une machine infernale ». *Revue internationale et stratégique*, n°96, 2014.

Arnaud Mercier, « Quelles place pour les médias en temps de guerre ? » *Revue internationale Croix Rouge*, n°87, 2005.

« Les médias face à la violence », *Revue Médiation*, Fondation Hironnelles, n°7, 2021.

Isabelle Garcin-Marrou, Isabelle Hare, « Presse écrite et événement terroriste : routine narrative et émergence de la société civile (1995-2016) », *Le temps des médias*, Nouveau Monde Edition, n°32, 2019.

### **Publications d'organismes ou d'organisations**

« Le Djihad contre les journalistes », *Reporters Sans Frontières*.

“Press Statement In the World Press Freedom Day, Mass Violations Committed against Journalists in Syria” *Violations Documentation Center in Syria*, 2014.

“Mosul journalists are dying amid resounding silence”, *Journalist Freedom Observatory*.

« La seconde guerre en Irak, une hécatombe pour la presse », *Reporters Sans Frontières*, 2003.

« Guide pratique de sécurité des journalistes. Manuel pour reporters en zones à risques », *Reporters Sans Frontières, L'Unesco*.

“Freelance journalist safety principles”, *Dart Center for journalism and trauma, Columbia journalism school*, 15/02/2015.

E. Gottarelli, « Le témoignage de trois journalistes Syriens : en Syrie, la guerre passe aussi par l'information », *La Maison des Journalistes*, 01/09/2018.

« Le journalisme en Syrie : mission impossible ? », *Reporters Sans Frontières*, 2013.

« Syrie : 10 ans de guerre en 10 chiffres », *ONU Info*, 15/03/2021

*Charte d'éthique professionnelle des journalistes*, Syndicat National des Journalistes, 2011.

« Charte de Munich », 1971.

« Documenting the virtual Caliphate », *Fondation Quilliam*, 2015.

## Mémoires, Thèses, productions universitaires

Roxanne d'Arco, *Le conflit syrien, un renouveau des méthodes de couverture du journalisme de guerre*, Sciences de l'information et de la communication, 2014.

Paul Labourgade, « Le journalisme citoyen en Syrie : entre émancipation et répression », *Institut d'étude de développement de la Sorbonne, Université Paris 1 Sorbonne*.

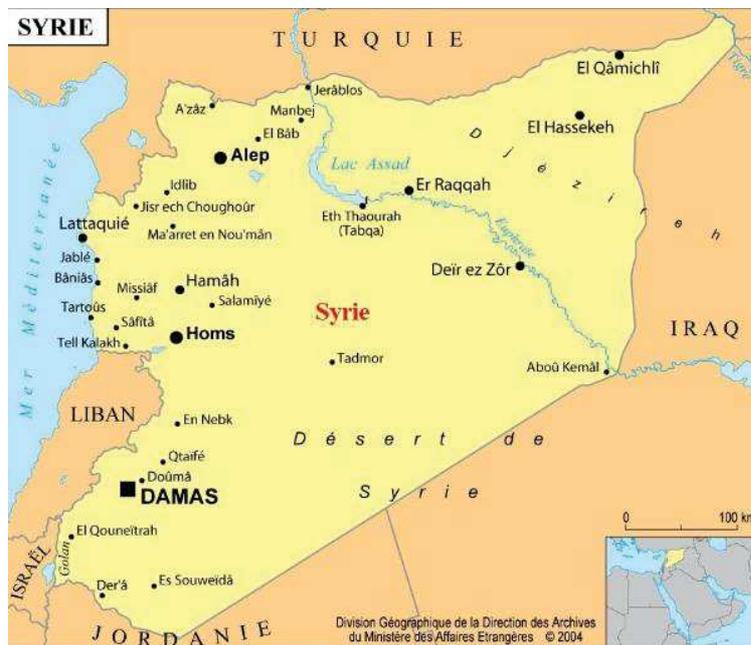
M. Wall, S. El Zahed, "Embedding content from Syrian citizen journalists: The rise of the collaborative news clip", *California State University, USA University of California*, 2014.

D. Gerner, A. Schrodt, The Effects of Media Coverage on Crisis Assessment and Early Warning in the Middle East. Early Warning and Early Response. *Columbia University Press - Columbia International Affairs Online*, 1998.

## ANNEXES

ANNEXE 1. Carte de la Syrie.....	69
ANNEXE 2. Carte de l'Irak.....	69
ANNEXE 3. Carte de la Syrie et d'Irak.....	70
ANNEXE 4. Cartes évolutives de l'expansion de l'Etat islamique ( <i>Le Monde</i> ).....	71
ANNEXE 5. « 11 Commandemants de Deir Ez Zor ».....	77

## ANNEXE 1 : CARTE SYRIE



## ANNEXE 2 : CARTE IRAK



ANNEXE 3 : CARTE REGIONALE SYRIE-IRAK

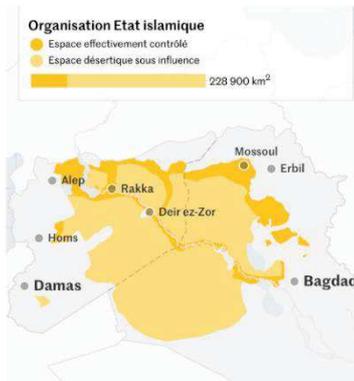


# ANNEXE 4 : CARTES EVOLUTION TERRITORIALE DE L'ETAT ISLAMIQUE (SOURCE : *Le Monde*)





MARS 2015



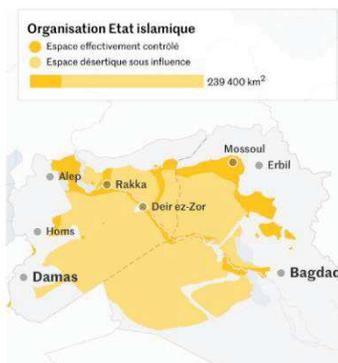
AVRIL 2015



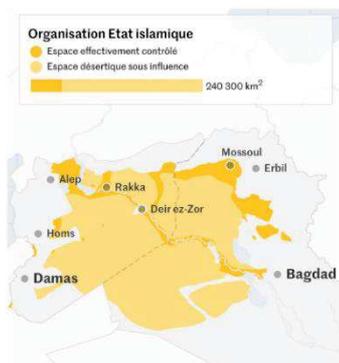
MAI 2015



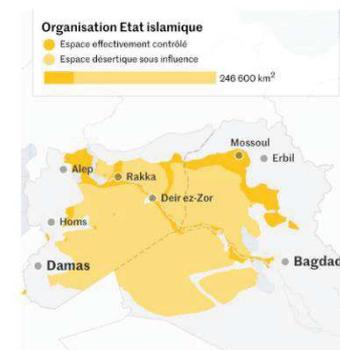
JUIN 2015



JUILLET 2015



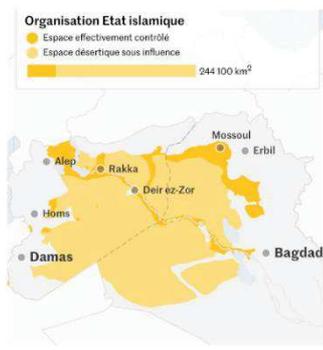
AOÛT 2015



SEPTEMBRE 2015



OCTOBRE 2015

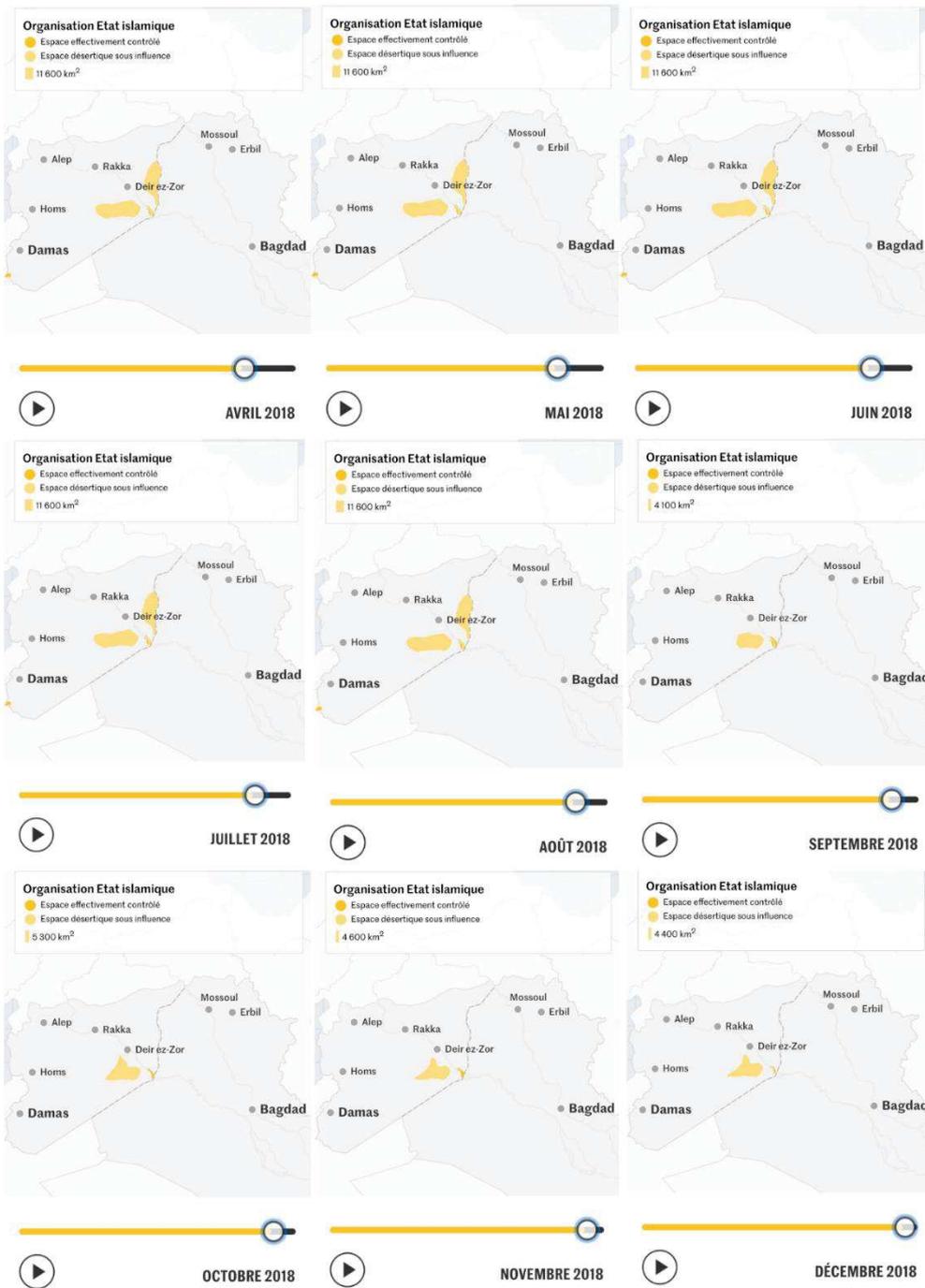


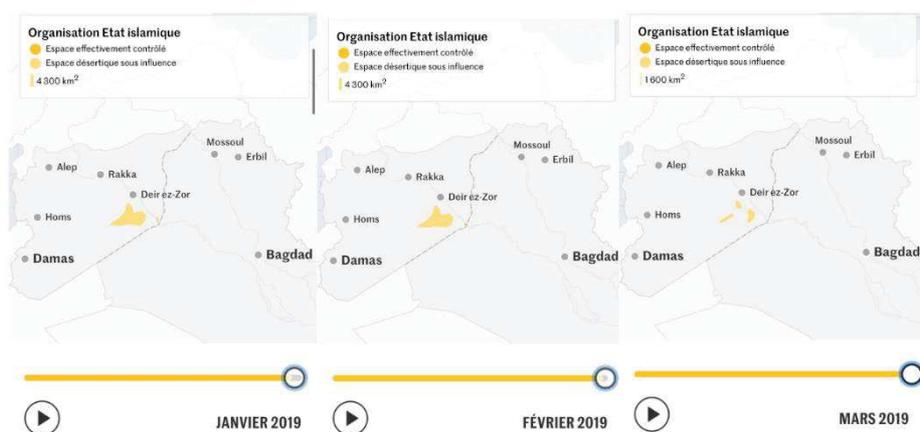
NOVEMBRE 2015











## ANNEXE 5 : « 11 COMMANDEMENTS DEIR EZ ZOR » (SOURCE : *Reporters Sans Frontières*)

### LES ONZE COMMANDEMENTS DE DEIR EZ-ZOR<sup>1</sup>

1. Les correspondants doivent prêter le serment d'allégeance au calife Abou Bakr al-Baghdadi. Ils sont sujets de l'État islamique et, en tant que tels, sont obligés de prêter serment à leur imam.
2. Leur travail sera sous la surveillance exclusive du service de presse de l'EI.
3. Les journalistes peuvent travailler directement avec des agences de presse internationales (comme Reuters, AFP et AP), mais ils doivent éviter toutes les chaînes de télévision par satellite, internationales et locales. Ils n'ont pas le droit de leur fournir des éléments exclusifs ou d'avoir des contacts (son ou image) avec eux, à quelque titre que ce soit.
4. Les journalistes n'ont pas du tout le droit de travailler avec les chaînes de télévision répertoriées dans la liste noire des canaux luttant contre les pays islamiques (comme Al-Arabiya, Al-Jazeera et Orient). Les contrevenants seront tenus responsables.
5. Les journalistes peuvent couvrir des événements dans le gouvernorat avec des articles ou des photos sans devoir consulter le service de presse de l'État islamique. L'ensemble des articles et des photos publiés doivent porter le nom du journaliste et du photographe.
6. Les journalistes ne peuvent sortir aucun reportage (papier ou vidéo) sans consulter le service de presse de l'État islamique en premier lieu.
7. Les journalistes peuvent avoir leurs comptes de médias sociaux personnels et les utiliser pour diffuser des informations et des photos. Le service de presse de l'État islamique doit cependant avoir les adresses et les noms de ces comptes et pages.
8. Les journalistes doivent respecter la loi lorsqu'ils prennent des photos sur le territoire de l'État islamique et éviter de filmer les endroits et les événements sécurisés où il est interdit de prendre des photos.
9. Le service de presse de l'État islamique assurera un suivi du travail des journalistes locaux au sein du territoire de l'État islamique et dans les médias nationaux. Si un journaliste enfreint les règles en vigueur, il sera suspendu de ses fonctions et sera tenu responsable.
10. Les règles ne sont pas définitives et peuvent changer à tout moment selon les circonstances, le degré de coopération des journalistes et leur engagement envers leurs homologues des services de presse de l'État islamique.
11. Les journalistes reçoivent une licence pour effectuer leur travail après avoir envoyé une demande au service de presse de l'État islamique.

## **Mots clés**

Al-Qaïda

Conflit

Correspondant

Etat islamique

Irak

Journalisme « citoyen »

Journalisme de guerre

Moyen-Orient

Photographie

Presse écrite

Syrie